

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ASSUJETTISSEMENT VOLONTAIRE
A LA LÉGISLATION
SUR LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 15 juin 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Jean-Louis HELLEU

Président : M. TRUCHY.

Suffragants : { MM. CAUWÈS, professeur.
DESCHAMPS, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

LE DOCTEUR

THÈSE

DE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ASSUJETTISSEMENT VOLONTAIRE
A LA LÉGISLATION
SUR LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 15 juin 1908 à 2 heures 1/2

PAR

Jean-Louis HELLEU

Président : M. TRUCHY.

Suffragants : { MM CAUWÈS, *professeur.*
 DESCHAMPS, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE L'ASSUJETTISSEMENT VOLONTAIRE
A LA LÉGISLATION
SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

INTRODUCTION

Le 21 juillet 1907 le *Journal officiel* promulgait la loi du 18 du même mois ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail. Par cette loi le législateur réalise une réforme que certains réclamèrent au lendemain même de la mise à exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, dont nul ne constate aujourd'hui l'importance et la portée sociale.

En réalité cette réforme est des plus modestes, puisqu'elle donne simplement aux intéressés, l'employeur et l'employé, une simple faculté ; le législateur n'a voulu toucher que d'une main très légère au principe séculaire des articles 1382 et suivants du Code civil, et il a préféré sans doute attendre que le principe du risque professionnel, qu'il avait proclamé pour la première fois dans la loi du 9 avril 1898, ait achevé une

œuvre d'élimination au regard du principe de la faute contractuelle, pour consacrer législativement l'œuvre du temps et des mœurs en substituant dans les rapports des employeurs et des salariés, quels qu'ils soient, la notion du risque à celle de la faute délictuelle.

Car si le risque professionnel a aujourd'hui conquis sa place dans notre législation, et s'il tend de plus en plus à supplanter l'ancienne idée de la faute, son principe ne s'est fait jour qu'après les plus vives résistances et la jurisprudence a dû, avant son introduction dans la loi, en révéler toute la nécessité.

Cette jurisprudence était déjà arrivée à déclarer la responsabilité patronale engagée pour tout accident matériellement connexe à une chose, machine ou engin, dont le patron est réputé avoir la garde ; elle avait abouti à déplacer le fardeau des cas fortuits, en tant du moins qu'ils dérivent du fonctionnement de l'outillage ou de dangers inhérents au travail, et par là-même à adopter la théorie du risque professionnel dans ce qu'elle présente de plus essentiel.

A ce point de vue nous signalerons un arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 1896 (1). Suivant cet arrêt l'employeur est déclaré responsable dans les conditions suivantes :

« Attendu que l'arrêt attaqué constate souverainement que l'explosion de la machine du remorqueur

(1) Cass., 16 juin 1896, D. 97.1.440.

Marie, qui a causé la mort de T... (l'ouvrier mécanicien), est due à un vice de construction ; qu'aux termes de l'article 1384, cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure établit, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé. »

Ainsi cet arrêt faisait sortir de la catégorie des cas fortuits, dont seul l'ouvrier devait jusqu'ici porter tout le poids, tout accident pouvant être directement rattaché à un vice quelconque de l'outillage.

Nous pensons donc que le risque professionnel était virtuellement contenu dans la jurisprudence antérieure à la loi de 1898 ; car théoriquement le principe du risque professionnel réside en cette idée simple, susceptible d'ailleurs de recevoir les applications les plus diverses, qu'abstraction faite de ses causes possibles, et sans qu'il y ait à tenir aucun compte de ses modalités, tout accident, par cela seul qu'il se rattache à une opération du travail, impose au chef d'industrie l'obligation d'en indemniser la victime.

Du reste le principe du risque professionnel dont nous trouvons le germe dans la jurisprudence, avant qu'il soit proclamé dans la loi, ne doit pas être considéré comme destructif et éliminatoire des anciennes idées de responsabilité personnelle.

La théorie nouvelle, en réalité, n'est qu'une simple

atténuation justifiée par une conception nouvelle des charges de l'industrie, mais non une suppression dont les effets seraient absolus ; aussi cette responsabilité doit-elle revivre tant pour le patron que pour l'ouvrier, dès qu'elle apparaît nettement engagée soit par une intention formelle, auquel cas il y a retour pur et simple au droit commun, soit par une faute ou négligence inexcusable, dont l'effet est, dans le système de la loi de 1898, de tempérer ce que pourrait avoir d'excessif la pure application du risque professionnel.

Pour modeste que soit la réforme, elle a néanmoins son importance, et elle est loin d'être négligeable au point de vue social. Les notions du pur droit, telles que celles du risque et de la faute, ont une portée sociale qu'on ne saurait nier. A cet égard, la loi nouvelle du 18 juillet 1907 intervient pour hâter une évolution de l'idée de risque dont les conséquences sociales ont été déjà signalées avec beaucoup de raison. Nous voudrions dire un mot, sans trop nous étendre cependant, de cette évolution, pour justifier notre assertion que la loi nouvelle a une importance économique, et surtout pour rechercher quel est son fondement social. Nous montrerons ensuite les premiers éléments de l'idée d'assujettissement volontaire dans la jurisprudence, ainsi que les analogies que l'on peut rencontrer dans notre législation ou dans les législations étrangères. Nous aborderons ensuite l'étude détaillée de la loi, et nous essaierons de montrer, en terminant, ses résultats pratiques.

CHAPITRE PREMIER

DU FONDAMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA LOI

DU 18 JUILLET 1907.

La première question qui se pose au début même de ce travail est celle de savoir quel est le fondement économique de la loi nouvelle, à quel besoin social elle répond : une loi ne peut s'expliquer que par un besoin social ou politique, profond ou superficiel, peu importe, mais besoin nécessaire. Quel est donc celui qui a inspiré la loi de 1907 ? Il est inutile de chercher une réponse à cette question dans les travaux parlementaires : ils ne laissent rien deviner ni transparaître à cet égard. Ce besoin n'a pas été proclamé comme dans bien d'autres cas ; il était à l'état presque inconscient.

Une première explication se présente de suite à l'esprit ; elle est simple, mais paraît très bien expliquer la raison d'être de la loi. On a étendu facultativement à tous les salariés la législation sur les accidents du travail incluse dans la loi du 9 avril 1898 ; la loi de 1907 a donc le même fondement social que celle-ci. La réponse est trop simpliste, et dans sa simplicité elle est inexacte. Les raisons profondes qui ont fait voter la loi du 9 avril 1898 ne peuvent pas être celles qui expliquent la loi

nouvelle, parce qu'elles ne peuvent pas être économiquement les mêmes.

Lorsque la loi du 9 avril 1898 fut discutée, dans sa longue élaboration parlementaire, l'idée qui fut surtout mise en avant pour arriver à faire accepter la notion nouvelle du risque professionnel à ceux (combien nombreux) auxquels elle répugnait, fut les dangers que, surtout dès la seconde moitié du xix^e siècle avec le développement de l'industrialisme, court sans cesse l'ouvrier dans la fabrique à côté d'énormes rouages en mouvement, dans le voisinage de matières explosives, corrosives ou toxiques. On insista avec force sur le caractère particulièrement horrible et immérité que prennent les accidents professionnels. Pour vaincre les instances des patrons refusant de prendre à leur charge des accidents dans lesquels ils n'étaient pour rien, en s'appuyant sur la notion traditionnelle de la responsabilité personnelle, on fut obligé de montrer fortement combien l'industrie moderne crée une ambiance dangereuse, funeste à ceux qu'elle emploie : certes le patron n'a commis aucune faute et n'a engagé en rien sa responsabilité ; mais est-ce à dire que l'ouvrier doit supporter toutes les conséquences de ces dangers alors que lui non plus n'est pour rien dans leur apparition ? C'est à la faveur de cette argumentation que le risque professionnel conquit sa place. Mais, il convient de le remarquer, il ne fut admis que dans les exploitations où il y a existence d'un danger certain,

où l'ouvrier manipule des matières explosives, où le salarié doit s'approcher des rouages en mouvement qui, à la moindre inattention, vont le happer et le détruire. L'adoption du principe du risque professionnel n'est donc pas une mesure d'assistance pour l'ouvrier dans un passage difficile de son existence ; c'est un « *privilège...* » Il faut qu'il soit justifié par une cause précise et exceptionnelle. Pour moi cette cause ne peut être que la nature dangereuse du travail commandé ; si le travail est ordinaire, l'accident ne peut venir que de la faute du patron ou de l'ouvrier. La législation actuelle suffit alors... « La cause du nouveau principe doit être le *danger* et non la nature du travail industriel, agricole, ou privé (1). »

Dans cette conception qui est celle qui inspira la loi du 9 avril 1898, il n'est pas douteux que cette loi est une loi d'exception, faite non pas pour régir tous les accidents arrivés au cours ou à l'occasion du travail, mais seulement ceux où l'ouvrier est victime de ces forces, de ces dangers, que certaines industries le contraignent à côtoyer à tout instant. Aucun sentiment d'*assistance sociale*, de *pitié* ne s'y mêle. On voit donc combien il est inexact de dire, sans aucune explication, que par la loi nouvelle de 1907 la loi du 9 avril 1898 est étendue facultativement à tous les travailleurs, et que cette extension se justifie par les mêmes raisons économiques

(1) Discours de M. Bérenger au Sénat le 28 janvier 1896 (*Déb. parlement.*, p. 23, col. 4).

et sociales que celles qui avaient inspiré l'introduction du risque professionnel dans notre droit.

Comment donc justifier que le législateur ait cru pouvoir faire cette extension ? — On le conçoit quand, examinant avec soin l'évolution qu'a subie la notion du risque professionnel dans notre droit, la déformation véritable qu'il a subie, on arrive à cette constatation que la loi de 1898 a depuis quelques années changé complètement de caractère, de nature intrinsèque.

Comme nous le verrons plus loin en détails, tous les salariés réclament aujourd'hui l'application de cette loi nouvelle que M. le sénateur Bérenger qualifiait de privilège dès 1896. Nous verrons qu'on l'a étendue aux exploitations commerciales et qu'on se propose de l'étendre aux agriculteurs, aux établissements pénitentiaires et même aux soldats ! Ce texte exceptionnel va devenir le droit commun. Que s'est-il donc passé ?

Une évolution profonde s'est faite. On ne considère plus la loi du 9 avril 1898 comme une loi d'ordre exclusivement industriel ; on ne veut plus voir en elle qu'une loi sociale, qu'une loi d'assistance sociale. Elle ne serait qu'une expérience sociale destinée à être prorogée au cas où ses effets seraient favorables aux intérêts généraux et supérieurs du pays. L'expérience ayant réussi, il y a lieu de propager la mesure, de l'étendre aux entreprises non comprises primitivement dans le domaine d'application de la loi de 1898. C'est en vertu de cette conception nouvelle que tous les salariés de-

mandent, non plus seulement l'indemnisation des accidents dus à un risque particulier, mais celle de tout accident à quelque cause qu'il soit dû. Cette conception contient, dit M. Cabouat, « le germe d'une expansion indéfinie et illimitée du risque professionnel. Libéré de toute dépendance à l'égard de l'outillage, purgé de ce qu'il présente de trop étroitement industriel et même de spécial au grand atelier, le risque professionnel trouve... une force intense et une raison suffisante pour déborder de la sphère restreinte de l'industrie, où des circonstances spéciales devaient tout d'abord révéler son importance, sur le domaine entier du travail. » Le législateur est ainsi sollicité de faire de la loi de 1898 une loi de protection pour le salarié.

En allant au fond des choses, et en sentant les raisons intimes qui ont amené le législateur à étendre ainsi à tous les salariés, au moins facultativement (sans doute pour préparer l'obligation (la loi du 9 avril 1898, il est permis de croire que le législateur a obéi à cette idée confuse, inconsciente peut-être, mais par cela même très forte, la notion d'égalité très développée dans notre démocratie. La loi de 1898 constituait un privilège ; il ne faut plus de privilège même pour les déshérités. On n'a vu que les avantages de la loi ; on a oublié complètement les conditions particulières de danger industriel, qui justifiaient ces avantages, et chacun a réclamé pour soi cette législation.

Dans son intime pensée, chacun s'est dit : quelle rai-

son plausible de créer des situations légales différentes entre deux hommes de peine qui se brisent les jambes en tombant d'une échelle, parce que, par exemple, le premier exécute ce travail au compte d'une entreprise commerciale, tandis que le second l'exécute pour le compte d'une entreprise industrielle ? Pourquoi cette différence de traitement ?

On a donc créé une classe de privilégiés qui jadis plus malheureux que les autres sont aujourd'hui dans une situation meilleure. Ils courent peut-être un risque plus grand, mais ils sont toujours sûrs d'être indemnisés, quelle que soit la cause du sinistre, qu'elle se rapporte ou non au danger inhérent à l'approche de certains rouages, de certaines matières premières. En restreignant par trop strictement la notion du risque professionnel, on a rompu l'égalité juridique entre travailleurs. Or toute combinaison qui tend à restreindre la portée du risque professionnel se heurte et se heurtera toujours à ce fait : c'est que lorsque le risque se réalise, dans quelque branche de notre société que ce soit, le travail présentait un danger, et réparation doit être assurée à l'ouvrier. La conception première de la loi de 1898 ne pouvait donc subsister, car elle arrivait à constituer une classe d'ouvriers privilégiés que notre démocratie ne pouvait tolérer.

Telle est au fond, il nous semble, la raison cachée et profonde qui a conduit le législateur à cette extension indéfinie que prépare la loi de 1907.

Toutefois cette raison doit se parer de motifs économiques, politiques ou sociaux. Sur lesquels convient-il donc d'asseoir la loi du 18 juillet 1907 ? — Plusieurs explications peuvent se concevoir.

1° On pourrait songer à expliquer la responsabilité de l'employeur par une idée qui avait été mise en avant par M. Saleilles (1) dès avant la promulgation de la loi du 9 avril 1898 : « Tout fait d'activité poursuit un but intéressé, le plus souvent ce sera un intérêt économique ; celui qui l'a voulu, cherchant son avantage, doit en accepter par conséquent, à côté des bonnes chances, les mauvaises ; celui qui a les profits doit avoir les pertes. »

Mais on a objecté à cette base que le caractère forfaitaire du salaire s'oppose à une pareille conception. Valable comme interprétation extensive des textes du Code civil, la thèse de M. Saleilles ne peut fournir une règle générale assurant à l'ouvrier, en toutes circonstances, une indemnisation suffisante des accidents qui peuvent l'atteindre. Il faut donc trouver un fondement plus large, permettant d'en déduire un principe d'une autorité universelle, s'appliquant à tout employeur. A cet égard deux systèmes peuvent encore se concevoir.

2° L'extension du système du risque professionnel ne serait, aux yeux de M. Cabouat, qu'une application spéciale de la loi générale de solidarité des risques entre co-intéressés à une même entreprise ; il existe de nota-

(1) Le risque professionnel dans le Code civil. *Société d'économie politique*, séance du 14 février 1898, 1898, I, p. 642-643.

bles applications de cette loi dans un certain nombre de dispositions légales ou de décisions judiciaires. Elle explique très naturellement la loi du 18 juillet 1907. « Ce principe de solidarité contient le germe d'une expansion indéfinie et illimitée. Toutes les fois qu'on trouverait non plus en face, mais côte à côte, un ouvrier et un patron, solidaires l'un de l'autre dans la production, le principe jouerait, automatiquement en quelque sorte. Libéré de toute dépendance à l'égard de l'outillage, purgé de ce qu'il présente de trop étroitement industriel et même de spécial au grand atelier, le risque professionnel trouve en cette règle de la solidarité des risques que nous avons cru pouvoir lui assigner comme fondement théorique une force intense et une raison suffisante pour déborder de la sphère restreinte de l'industrie, où des circonstances spéciales devaient tout d'abord en révéler l'importance, sur le domaine entier du travail.

Cette thèse est, on ne peut le nier, très séduisante, et moralement très belle. Elle est de nature à satisfaire l'économiste dont le rêve va jusqu'à entrevoir la coopération des forces humaines vers un état stable et suffisant de la production. Mais, rigoureusement, sur les bases actuelles du contrat de travail, n'est-ce pas vraiment forcer un peu sur le sens des mots que de parler, à propos du travail, de solidarité, d'entente, de cohésion vers un but unique ? L'entreprise est-elle vraiment,

en l'état actuel des faits, la synthèse d'efforts communs et solidaires du patron et des ouvriers ?

3° Aussi préférons-nous nous rallier purement et simplement à une thèse plus simple, aujourd'hui préconisée avec beaucoup de force par bien des auteurs, et qui paraît devoir rallier bien des suffrages. Le patron est responsable en qualité de propriétaire, et parce que propriétaire, pour tous les dégâts commis par sa chose, sans même qu'il soit besoin de relever contre lui la moindre faute, la moindre négligence ou imprudence. La responsabilité du dommage causé par une chose est une suite nécessaire du droit de propriété.

C'est une théorie qui tend de plus en plus à prendre consistance non seulement sur le terrain économique (1), mais encore sur le terrain juridique (2) ; c'est avec elle qu'on bat en brèche la théorie classique, la notion traditionnelle de la faute, qui, croyons-nous, est destinée à être remplacée par celle du risque (3). C'est elle qui explique tout simplement l'œuvre nouvelle du législateur de 1907.

(1) Hitier, La dernière évolution doctrinale du socialisme ; le socialisme juridique (dans la *Revue d'Economie politique* de 1906).

(2) La théorie du risque inhérent au droit de propriété, soutenue par M. Jossierand, trouve de plus en plus d'échos dans la jurisprudence. Voir comme document récent sur la question : Trib. civ. Seine, 24 janvier 1906 et Rennes, 28 juillet 1906, D. P. 1907.2 17 et la note de M. Planiol qui renvoie aux décisions antérieures.

(3) C'est cette idée qui a inspiré le projet de loi sur la responsabilité des propriétaires d'automobiles rédigé en 1907 par la Société d'études législatives.

CHAPITRE II

LES ANALOGIES A LA LOI DU 18 JUILLET 1907 TANT DANS LA
LÉGISLATION FRANÇAISE QUE DANS LES LÉGISLATIONS
ÉTRANGÈRES.

La faculté d'adhésion à la législation du travail n'est pas sans précédent tant dans notre législation même que dans les législations étrangères. Par *précédents*, nous entendons ici des hypothèses prévues législativement d'une adhésion facultative à une législation considérée comme d'ordre public.

France. — En France l'exemple le plus frappant est celui qui nous est donné par la proposition de loi sur les retraites ouvrières adoptée par la Chambre des députés au mois de février 1906 et actuellement pendante devant le Sénat. Un titre spécial de cette proposition, le titre VI, est consacré à la *Retraite facultative* ; il comprend deux articles, les articles 37 et 38 dont le premier est ainsi conçu : « Les ouvriers et employés visés aux articles 1^{er} et 34 qui auraient cessé de se trouver dans les conditions prévues auxdits articles, les artisans, façonniers, commerçants ou cultivateurs travaillant habituellement seuls ou n'employant que des

membres de leur famille, et généralement toutes personnes de nationalité française non visées par les articles précédents, qui ne sont pas imposées à l'une des contributions directes pour une somme supérieure à 20 francs sont admis, ainsi que les femmes ou veuves des associés régis par la présente loi, à opérer trimestriellement des versements à l'une des caisses visées à l'article 2 pour se constituer ou constituer aux membres de leur famille travaillant habituellement avec eux des retraites de vieillesse. Ces versements ne peuvent être inférieurs à un franc pour chaque compte, ni excéder 500 fr. par an. Le règlement d'administration publique prévu à l'article 28 déterminera les conditions dans lesquelles ils pourront être remplacés par apposition de timbre-retraite sur des cartes d'indentité spéciale. »

C'est d'ailleurs cette classe d'assujettis facultatifs que M. le sénateur Cuvinot critiquait si vertement, à raison des charges qu'elle était de nature à imposer, dans sa note lue au Sénat le 13 février 1908.

Pays étrangers. — En *Allemagne*, l'assurance obligatoire s'étend à tous ceux qui travaillent pour le compte d'autrui dans les travaux industriels, agricoles, domestiques. L'assurance n'est obligatoire que jusqu'à concurrence d'un salaire annuel de 2.000 marcs.

Les entrepreneurs ont le droit d'assurer contre les accidents des employés à traitement annuel supérieur à 2.000 marcs et les membres de la famille que la

législation d'Etat n'a pas soumis à l'obligation de l'assurance.

En *Autriche*, une loi du 20 juillet 1894 a institué aussi le principe de l'assujettissement volontaire, mais il paraît qu'on n'en fait guère usage.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE RELATIVE A L'ASSUJETTISSEMENT VOLONTAIRE AVANT LA LOI DU 18 JUILLET 1907.

L'assujettissement facultatif à la législation des accidents du travail n'est pas une nouveauté législative ; nous venons de le voir. Nous avons trouvé dans d'autres législations et dans la législation française des exemples analogues à celui de la loi nouvelle. Mais il y a plus : ici, comme dans bien d'autres cas, la jurisprudence « initiatrice des lois nouvelles » a précédé le législateur, et elle avait posé le problème dans des termes mêmes qui préparaient sa sanction législative, tout en en montrant la nécessité. La question n'était pas cependant des plus commodes, précisément à raison du caractère d'ordre public qui a été donné de suite à la loi du 9 avril 1898 aussi bien par la doctrine que par la jurisprudence administrative et judiciaire (1).

La question est susceptible de se poser de différentes manières et il importe, pour la solution de la difficulté, de la préciser autant que possible. Tout le monde est

(1) Sachet, t. II, n° 1871 ; Cabouat, *Lois nouvelles*, 1899, p. 437 ; Avis du Comité consultatif du 31 mai 1899 ; Cass., 6 août 1902 (*Rec. min. trav., jurispr.*, t. II, p. 306).

d'accord pour reconnaître qu'on ne saurait, par une convention particulière, modifier l'une quelconque des prescriptions de cette loi : ainsi on ne pourrait convenir que l'ouvrier prendra une part de la réparation de l'accident (1) ; qu'il recevra un capital à la place de la rente, s'il n'est pas d'ailleurs dans les termes de la loi qui permet par exception de convertir la rente en capital (2) ; que le salaire de base sera calculé d'une façon autre que celle fixée par la loi (3).

Une jurisprudence très abondante avait affirmé que le patron ne pouvait, sans aucun prétexte, et de quelque manière que ce soit, directe ou indirecte, faire supporter à l'ouvrier des retenues de salaires pour acquitter ses primes d'assurances auxquelles on le ferait ainsi coopérer et le législateur de 1905 a même érigé ce fait en délit dans le nouvel article 30 de la loi de 1898. D'une façon générale, on le voit, on était d'accord pour reconnaître que le forfait fixé par la loi au profit de l'ouvrier était un minimum auquel on ne pouvait rien enlever. Mais la question était plus délicate, lorsqu'il s'agissait de déroger à la loi du 9 avril 1898, non pas en enlevant quelque chose à l'ouvrier, mais en lui accordant plus que cette loi ne lui avait donné. Le patron pouvait-il notamment, dans un sentiment d'hu-

(1) Trib. com. Seine, 22 septembre 1899, S. 1900.2.253.

(2) Just. de paix Paris, 20 octobre 1903 (*Rec. min. trav., jurispr.*, t. IV, p. 41).

(3) Trib. civ. Rouen, 24 janv. 1901 (*Ibid.*, t. I, p. 515) ; Nancy, 11 février 1903 (*Ibid.*, t. III, p. 462).

manité, ou dans le but d'attirer chez lui des ouvriers capables et dévoués, leur accorder, faisant ainsi acte de bienfaisance et de générosité, des conditions plus favorables que celles résultant de la loi? — On pouvait le penser d'autant plus que la question avait été posée au Sénat, le 19 mars 1898, par un sénateur, M. Grivart, qui proposait d'ajouter à l'article 30 la disposition additionnelle suivante : « Toutefois il sera permis de majorer les indemnités fixées par la loi, en vertu d'un accord constaté par écrit. Mais pour le supplément accordé, les ayants droit ne pourront prétendre à des garanties autres que celles du droit commun. »

La commission accepta bien l'amendement en question, mais le Sénat le repoussa. Il nous semble néanmoins qu'on ne pouvait induire de ce fait que pareille convention était impossible, d'autant plus que l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 valide formellement toutes les conventions ayant pour but d'élever au-dessus du minimum légal les indemnités contractuellement accordées aux employés dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs (1).

De là à se demander si on ne pourrait pas faire bénéficier de la loi de 1898 des employés qui ne pouvaient légalement se réclamer de ses dispositions, il n'y avait

(1) Cabouat, *Lois nouvelles*, 1899, p. 437. — Tout récemment, le 30 avril 1907, la Cour de Paris a condamné la Compagnie du Métropolitain à verser à un de ses ouvriers blessés son plein salaire, en vertu d'une convention expresse souscrite par celle-ci.

qu'un pas. La jurisprudence devait le franchir, après cependant quelques hésitations.

La question se posa pour la première fois, à notre connaissance, devant la Cour d'appel de Paris, le 6 juin 1902 (1). Il s'agissait du gérant d'une Compagnie d'affichage et d'annonces, entreprise de publicité dont l'exploitation consiste uniquement à faire placarder les affiches qui sont remises par la clientèle, soit imprimées sur papier, soit peintes sur toile. Malgré les risques professionnels certains qu'une pareille entreprise est de nature à entraîner, toutes les fois que les ouvriers sont obligés de se servir de hautes échelles pour apposer les affiches sur des murs élevés, la Cour de Paris considéra que l'entrepreneur d'affichage ne pouvait être assujéti à la loi de 1898, d'une part, parce que cette exploitation ne comporte aucune opération de fabrication ou de transformation industrielle, ce qui est aujourd'hui le critérium adopté par la jurisprudence au sujet de l'assujétissement, d'autre part, parce que l'exploitation ne peut pas non plus être considérée comme rentrant dans l'industrie du bâtiment, et qu'elle n'est d'ailleurs comprise dans aucune des autres exploitations énumérées par l'article 1^{er} de la loi de 1898 (2).

(1) *Rec. min. trav.*, t. 2, p. 238.

(2) L'arrêt réfutait en ces termes une objection possible : « Considérant que le tableau dressé par l'administration des finances et inséré au *Journal officiel* du 13 juin 1901, des professions passibles du recouvrement de la taxe additionnelle à la contribution des patentes, en vertu de l'art. 25 de la loi, comprend, il est vrai, « l'entrepreneur de la pose

Mais le chef d'entreprise, quoique non assujetti, avait néanmoins, dès la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, désireux de faire bénéficier ses ouvriers et employés des dispositions de la législation relative au risque professionnel, souscrit une police d'assurance couvrant les risques de la loi du 9 avril 1898, à laquelle il déclarait s'assujettir expressément. La Cour de Paris refusa de sanctionner un pareil engagement, en en donnant deux motifs : l'assujettissement engage la garantie de l'Etat au cas d'insolvabilité des débiteurs des rentes allouées aux ouvriers blessés ou à leur représentant ; l'assujettissement est déterminé par les termes de la loi sans pouvoir être modifié par la convention des parties. — La Cour ne reconnut donc pas la validité de l'assujettissement facultatif. D'ailleurs l'entrepreneur avait signé en même temps avec la Compagnie une police mixte, c'est-à-dire une police garantissant l'entrepreneur, en outre du risque professionnel, de sa responsabilité civile dans les termes de l'article 1382 du Code civil.

et de la conservation des affiches » ; mais que cette réglementation, sujette au point de vue fiscal au recours contentieux de l'intéressé devant les juridictions administratives compétentes, laisse entier le pouvoir d'appréciation des tribunaux de l'ordre judiciaire pour entreprises particulières faisant l'objet d'un litige soumis à leur juridiction. »

La question aujourd'hui ne peut plus faire de doute depuis la loi du 12 avril 1906, la profession d'afficheur étant incontestablement une profession commerciale ; elle figure du reste à ce titre dans la nomenclature du décret du 27 septembre 1906 qui a arrêté la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite pour le fonds de garantie.

Dans le même temps, la question était posée devant le tribunal civil de Valenciennes, le 1^{er} mai 1902 ; ce jugement qui fut confirmé purement et simplement, par adoption de ses motifs, par la Cour d'appel de Douai, le 25 novembre 1902 (1) posa très nettement la question et affirma sans ambiguïté, mais dans un considérant peut-être un peu sec, la possibilité de se placer par simple engagement, sous l'empire de la loi du 9 avril 1898.

Il s'agissait d'un ouvrier qui se prétendait victime d'un accident du travail ; le juge déclare que l'accident n'est pas survenu dans le travail ni à l'occasion du travail. Mais l'ouvrier avait en outre fait plaider, que si l'accident qui lui était survenu, échappait à la loi de 1898, l'administration s'était du moins engagée envers lui à l'en faire bénéficier, et que cet engagement devait être respecté. Le jugement dit alors textuellement : « Attendu que rien n'empêche en effet un patron et un employé, dont la profession n'est pas protégée par la loi, de faire une convention d'après laquelle la loi de 1898 sera applicable en cas d'accident. » C'est une affirmation très nette, et en ce sens le jugement est particulièrement intéressant ; mais ce n'est qu'une affirmation, dénuée de tout motif, ne prévoyant pas les objections possibles qui sont fort graves. Il est donc nécessaire de chercher ailleurs les motifs de la solution.

(1) *Rec. min. trav.*, t. V, p. 14.

Nous les trouvons fort bien déduits, ainsi que la réfutation de toutes les objections présentées contre cette thèse, dans un jugement du tribunal civil de Bordeaux du 3 juin 1907 (1) qu'il y a lieu de rapporter *in extenso*. Il est ainsi conçu :

« Attendu que le 30 mars 1906, Puyrinier, rédacteur au journal *la France du Sud-Ouest* ayant été envoyé à Arcachon sur une automobile gratuitement mise à la disposition de son directeur par un particulier, fut, en cours de route, victime d'un accident causé par un véhicule ; que, à la suite de ce fait, qui est établi dans toute sa complexité par l'enquête préliminaire, il prétend au bénéfice de la loi du 9 avril 1898 ; qu'il y a droit, fût-ce uniquement en vertu d'une convention au résultat de laquelle une assurance avait été contractée par l'administration de son journal avec la Compagnie la *Préservatrice* ; que vainement la dite Compagnie, plaidant sous le nom de son assuré, se veut exonérer en arguant de ce que la loi précitée, étant d'ordre public, ne pourrait pas être appliquée hors des cas prévus par son article premier ; que, en réalité, si cette loi défend, par son article 30, toute stipulation qui y serait contraire et, par son article 2, toute action par laquelle on tendrait à en cumuler le profit avec un autre émolument, elle ne défend dans aucune de ses dispositions d'en étendre contractuellement le champ d'application ; que, par

(1) *Rec. min. trav.*, t. VIII, p. 60.

exemple, quand il y a doute sur le point de savoir, si elle pourrait être invoquée contre tel patron, rien n'empêche ce dernier d'accepter par avance la solution affirmative ; que tel est bien en l'espèce l'assujettissement d'un propriétaire-directeur de journal pouvant être mis en discussion ; que, en définitive, l'ordre public se fût opposé simplement à ce que l'administration de *la France du Sud-Ouest* en échange de l'assujettissement par elle consenti, se fit consentir par Puyrinier une renonciation aux droits résultant des articles 1382 et suivants du Code civil ; que rien de pareil ne ressort ; que, à la vérité, la Compagnie la *Préservatrice*, pour soutenir la thèse par elle présentée sous le nom de la société défenderesse, met en relief les inconvénients auxquels la thèse inverse pourrait exposer le fonds spécial de garantie tenu ainsi de faire face, d'après elle, à des dettes sans corrélation avec le supplément de patente ; mais que cela n'est pas opérant, la Caisse des retraites gardant évidemment la faculté de ne pas se substituer à un patron insolvable qui ne serait pas assujetti légalement ; que, d'ailleurs, en l'affaire actuelle, on ne sait s'il n'y a pas eu le supplément de patente ; que, quoi qu'il en soit, l'assujettissement légal semblerait pouvoir être affirmé s'il en était besoin, à l'encontre de la société de *la France du Sud-Ouest* ; que, en somme, les intentions manifestées par le législateur ne permettent pas en la matière les interprétations restrictives ; que, en fait, il s'agit bien d'un acci-

dent causé ou occasionné par le travail à un employé et survenu dans une exploitation où on se servait d'une machine à moteur inanimé ; que, au surplus, la société de *la France du Sud-Ouest* s'étant jugée obligée puisqu'elle s'est fait garantir, on ne saurait sans immoralité accorder au tiers envers lequel elle s'est acquitté des primes, l'exemption de l'indemnité. »

La question cependant n'était pas encore mise au point et il appartenait à la Cour de cassation de le faire d'une façon définitive, dans un important arrêt du 6 août 1907 (1), que nous rapportons également *in extenso*.

« La Cour,

« Vu l'article 15 de la loi du 9 avril 1898 ;

« Attendu que la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail est une loi d'ordre public dont les dispositions forfaitaires dérogent au droit commun tant en ce qui concerne les responsabilités encourues par les chefs d'entreprise qu'en ce qui a trait à la procédure à suivre pour arriver à la détermination de l'indemnité due à la victime et aux garanties particulières qui en assurent le paiement ; que, jusqu'à la loi du 12 avril 1906, qui a déclaré la loi de 1898 applicable à tous les commerçants, y étaient seules assujetties les entreprises visées à l'article 1^{er} de cette dernière loi et à l'article unique de la loi du 30 juin 1899 ; qu'enfin la loi du 18 juillet

(1) *Gaz. Pal.*, numéro du 18 octobre 1907.

1907 autorise aujourd'hui tout employeur à se placer sous le régime de la législation relative aux accidents du travail pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques par le fait ou à l'occasion du travail, à la condition de remplir certaines formalités destinées à constater l'accord des parties intéressées ;

« Attendu qu'avant la promulgation de la loi du 18 juillet 1907, il n'était pas permis aux employeurs non assujettis, de se soumettre et de soumettre leurs employés, ouvriers ou domestiques aux dispositions de la loi du 9 avril 1898 ; qu'il leur était loisible, sans doute, de s'engager vis-à-vis de leur personnel à lui accorder les indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898 au cas d'accidents où le défaut de responsabilité du maître ne permettrait pas à la victime d'invoquer les dispositions de l'article 1382 du Code civil, mais que les contestations relatives à cet engagement demeuraient soumises à la procédure du droit commun ;

« Attendu que le jugement attaqué constate que Bordes a été victime d'un accident du travail le 16 juin 1904, qu'il reconnaît qu'à cette date l'entreprise de Richard et Muller, négociants en vins, les patrons de Bordes, n'était pas assujettie à la loi du 9 avril 1898 ; qu'il constate, en outre, que Richard et Muller s'étaient cependant assurés contre les risques prévus par cette loi et qu'ils ont, pendant un certain temps, payé à leur ouvrier l'indemnité journalière du demi-salaire ; qu'il

conclut de ces deux dernières constatations que Richard et Muller se sont volontairement soumis à la loi du 9 avril 1898 à l'égard de Bordes et que le juge de paix, saisi par ce dernier d'une demande tendant à ce que l'indemnité journalière continuât à lui être servie jusqu'à la consolidation de sa blessure, et aussi au paiement d'un appareil orthopédique, avait été compétent pour connaître de la contestation et y statuer en dernier ressort ;

« Mais attendu que, sans qu'il soit besoin de rechercher si les circonstances de fait relevées par le jugement suffisent à justifier légalement sa décision en ce qui concerne l'obligation que Richard et Muller auraient contractée vis-à-vis de Bordes, la contestation soulevée à cet égard ne pouvait être régie par l'article 15 de la loi du 9 avril 1898 qui n'attribue au juge de paix du canton où l'accident s'est produit une compétence exceptionnelle que pour le règlement de certaines indemnités imposées par la loi elle-même aux chefs d'entreprise ; qu'il suit de là qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement attaqué a faussement appliqué, et, par suite, violé l'article susvisé ;

« Casse et renvoie devant le tribunal civil de Libourne. »

La doctrine qui se dégage de cet arrêt que l'on peut considérer comme fixant ce point de droit aujourd'hui rétrospectif, mais qui garde néanmoins son intérêt pratique, parce que de semblables conventions ont pu être

conclues avant la loi du 18 juillet 1907 et que cette loi ne s'y applique pas de plein droit, peut donc être résumée de la façon suivante : il est parfaitement loisible à un employeur de s'engager vis-à-vis de ses ouvriers à payer à ceux-ci les indemnités de la loi du 9 avril 1898 et à ne payer que ces indemnités, mais voilà tout.

Cette convention ne saurait avoir pour effet d'étendre aux parties l'intégralité de la loi du 9 avril 1898 et notamment toutes les dispositions dérogatoires au droit commun qu'elle contient relatives à la procédure, à l'obtention du droit au bénéfice de l'assistance judiciaire, à la compétence, à la révision, etc.

En réalité la convention avait ici un champ très restreint, et l'utilité pratique d'une loi comme celle du 18 juillet 1907 se faisait vivement sentir.

CHAPITRE IV

HISTORIQUE PARLEMENTAIRE DE LA LOI DU 18 JUILLET 1907.

La loi du 18 juillet 1907 ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail a ses origines dans une proposition de loi présentée à la Chambre par M. Mirman, député, dans la séance du 18 mars 1901. Cette proposition de loi (1) avait pour objet de donner à toute personne occupant des salariés le droit de substituer à sa responsabilité éventuelle résultant de l'article 1382 du Code civil la responsabilité forfaitaire déterminée par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. L'étude de l'exposé des motifs fait par M. Mirman est fort instructive, en ce sens qu'elle nous fait comprendre toute l'utilité de la loi du 18 juillet 1907, dont elle nous indique en même temps clairement le véritable caractère, modeste et pour ainsi dire provisoire. La proposition Mirman correspondait à une véritable nécessité, surtout au moment où elle était déposée, en 1901, c'est-à-dire à une époque où la jurisprudence judiciaire et administrative n'était pas encore très fixée sur le caractère de l'assujettissement

(1) Doc. parlam, 1901, Chambre, Annexe n° 2273, p. 215.

à la loi de 1898, et où la loi du 12 avril 1906 n'avait pas encore tranché bon nombre de ces controverses en étendant expressément l'application de cette loi aux entreprises commerciales. Dans l'application de la loi de 1898, la question qui soulevait les plus vives et les plus fréquentes controverses était celle de savoir si la profession du chef d'entreprise défendeur était ou non assujettie à cette loi, si elle rentrait ou non dans les catégories imprécises à l'article 1^{er}. Nulle incertitude n'était plus fâcheuse tant pour les ouvriers que pour les patrons. M. Mirman avait mis en lumière ces graves inconvénients dans une première proposition (n° 1474) où il demandait que le Conseil d'Etat reçût mandat du Parlement de dresser après avis du comité consultatif des accidents la liste des professions qu'il convient de considérer comme assujetties aux termes actuels de l'article 1^{er} de la loi 1898 ; ce point de départ une fois acquis, il eût été aisé d'étendre successivement les charges et les bénéfices de cette loi aux diverses catégories non visées, en commençant par celles où les statistiques relèvent les plus fréquents accidents. Cette proposition fut repoussée par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre.

La situation était donc très incertaine pour un grand nombre de chefs d'entreprise qui n'avaient aucun moyen de connaître, s'ils étaient ou non assujettis à la loi de 1898 ; les avis que les uns ou les autres pouvaient leur donner n'avaient que la valeur d'opinions individuel-

les ; il en était de même des avis du Comité consultatif, par lesquels les tribunaux n'étaient pas, et à la vérité ne pouvaient être liés. Que pouvaient faire dans ces conditions ces chefs d'entreprise ? S'assurer ? Mais contre les risques de quelle loi ? De l'article 1382 ou de la loi de 1898 ? Un chef d'entreprise dont la profession n'était pas incontestablement assujettie s'adressait par exemple à la Caisse nationale, qui aux termes de la loi du 24 mai 1899 a étendu ses opérations aux risques prévus par la loi de 1898. La Caisse nationale ne pouvait que lui faire la réponse suivante : « Nous voulons bien vous assurer, mais c'est une assurance éventuelle, que vous contractez ainsi ; si, en cas d'accident, la loi de 1898 vous est appliquée par les tribunaux, nous nous substituons à vous ; si au contraire il est jugé que la loi de 1898 ne vise pas votre profession, nous disparaissions. Mais, comme nous sommes d'honnêtes gens, nous vous rendrons les primes que vous nous aurez versées jusqu'à ce jour. »

Et cette hypothèse était encore une des plus favorables que l'on pouvait faire pour un chef d'entreprise. Car certaines Compagnies procédaient autrement, et aucun scrupule ne les arrêtait. Armés des avis officiels des Comités consultatifs, leurs agents s'adressaient aux chefs d'entreprise, leur persuadaient que ces avis avaient force de loi, que l'assujettissement de leur profession, probable hier, était désormais hors de doute ; ils recueillaient ainsi une ample moisson de primes.

Survenait un accident ; les mêmes Compagnies plaident alors que la profession n'était pas assujettie, et le tribunal qui n'avait pas à s'inquiéter des conditions dans lesquelles l'assurance avait été contractée, examinait la question simplement en droit, et dans plus d'un cas déboutait l'ouvrier. Ainsi la victime et son patron étaient dépouillés d'un seul coup. On a quelque peine à ajouter créance à une pareille affirmation, et à admettre que de grandes Compagnies d'assurances emploient de tels procédés. Le fait cependant est rigoureusement exact. Il s'est produit pour plus d'une profession, notamment pour le commerce des vins. Plusieurs journaux techniques l'ont relaté. La *Revue vinicole* du 21 février 1901, l'*Union commerciale* du 15 février 1901 ont dénoncé avec une légitime indignation ce cynisme. « Ce sont, disent-elles, les Compagnies d'assurances qui sollicitaient le plus ardemment les primes des commerçants qui ont été les premières à plaider que la loi de 1898 n'était pas applicable au commerce de boissons. »

« Je ne sais pas, dit M. Mirman, comment qualifier juridiquement cette escroquerie ; mais il est manifeste que le Parlement ne peut livrer des milliers de chefs d'entreprise et d'ouvriers à l'audacieuse exploitation de ces flibustiers. »

Dira-t-on que les chefs d'entreprise pouvaient demander la résiliation de leurs contrats ? Mais les polices avaient été établies par les Compagnies avec de tel-

les précautions que cette résiliation soulevait les plus délicates questions de droit ; elle n'était pas obtenue sans d'interminables procès. Dira-t-on qu'ils pouvaient exiger la restitution des sommes versées par eux jusqu'au jour du jugement, restitution que spontanément la Caisse nationale s'était engagée à effectuer dans des cas analogues ? C'étaient là des vœux. Il fallait un texte formel.

Ce texte, M. Mirman proposait à la Chambre de le voter dans la séance du 18 mars 1901. La solution qu'il proposait était conforme à la fois aux intérêts des ouvriers, et à ceux des patrons ; elle consistait à dire que, dès qu'un chef d'entreprise aurait contracté assurance contre les risques de la loi du 9 avril 1898, la Compagnie ne serait plus admise à prétendre que la profession de ce chef d'entreprise n'est pas assujettie à cette loi. Elle consistait à dire que, en attendant l'extension si souhaitable de la loi à la totalité du salariat, tout chef d'entreprise et plus généralement toute personne employant des salariés serait autorisée par une assurance contractée en vue de la loi de 1898, à substituer à sa responsabilité éventuelle résultant de l'article 1383 du Code civil la responsabilité forfaitaire de cette loi de 1898, et que, une fois cette assurance contractée, et ausssi longtemps qu'elle durerait, ni cette personne, ni la Compagnie substituée à elle ne pourraient soutenir en justice que la loi de 1898 ne la visait pas.

! « Ainsi, Messieurs, disait M. Mirman, dans son exposé

des motifs, toutes les fois que des patrons prévoyants se seront assurés dans ces conditions, ils auront atteint ce double résultat : d'une part leur responsabilité pécuniaire sera certainement mise à l'abri, d'autre part les intérêts de leur personnel ne seront plus exposés à être odieusement sacrifiés. Ainsi pour toutes les entreprises dont la qualification au regard de l'article 1^{er} de la loi de 1898 est douteuse, les patrons qui auront quelque souci, ou de leur quiétude personnelle ou des intérêts les plus sacrés de leurs ouvriers, contracteront assurance dans les conditions que je viens d'indiquer, et cette assurance établira désormais leur situation juridique. Ainsi disparaîtront les plus fâcheux effets de l'imprécision de l'article 1^{er} de la loi de 1898 ; les patrons auront un moyen simple de dissiper, en ce qui les concerne personnellement, cette incertitude ; ils n'auront qu'à s'assurer, qu'à déclarer ainsi qu'ils se réclament de cette loi. »

L'exposé des motifs de M. Mirman fait aussi ressortir très clairement le caractère modeste et pour ainsi dire provisoire de sa proposition de loi. Avant celle-ci l'honorable député avait même déposé sur le bureau de la Chambre deux propositions ayant pour objet, la première d'étendre la loi de 1898 à tous les salariés (réserve faite des accidents survenus dans les exploitations agricoles) ; la seconde, comblant cette lacune et visant spécialement les exploitations agricoles. La Commission d'assurance et de prévoyance sociales, saisie de

ces propositions, en ajourna l'examen, décidée à s'occuper d'abord du règlement de certaines questions litigieuses dont la solution urgente était indispensable pour assurer le bon fonctionnement de la loi de 1898. M. Mirman ne se fit pas d'illusions ; il comprit que de très longues années encore s'écouleraient, avant que l'ensemble des travailleurs fût protégé par la loi, et durant lesquelles il resterait impossible de marquer de façon exacte les limites de son domaine ; il courut alors au plus pressé et trouva d'urgence une solution de nature à ne soulever aucune contestation de principe, à ne heurter aucun intérêt, et qui, impuissante certes à faire disparaître le mal, en atténuait au moins et dans une large proportion les effets. Ainsi dans la pensée de M. Mirman, la loi qu'il proposait ne devait être pour ainsi dire qu'un pis-aller ; elle ne devait pas, elle ne pouvait pas être définitive ; elle perdrait forcément de son importance à mesure que le Parlement, par des lois ultérieures, aurait reculé les limites du régime obligatoire de 1898.

« La réforme considérable qui consiste à reculer les limites de la loi de 1898 (réforme qui tient toujours à nos yeux la première place) ne saurait évidemment manquer, par la multiplicité des intérêts en cause, de soulever d'importants débats ; nous avons au contraire l'espoir que la présente proposition infiniment plus modeste ne se heurtera à aucune contestation sérieuse, et qu'ainsi

dès demain ouvriers et patrons pourront s'en servir utilement. »

Le texte de la proposition de loi déposé par M. Mirman le 18 mars 1901 sur le bureau de la Chambre était le suivant : *Article unique* : « Toute personne occupant des salariés et non assujettie à la loi du 9 avril 1898 peut, pour tous accidents dont ses salariés peuvent être victimes par le fait ou à l'occasion de leur travail, substituer à sa responsabilité éventuelle résultant de l'article 1382 du Code civil la responsabilité forfaitaire déterminée par la loi du 9 avril 1898. Cette substitution résultera de plein droit de l'assurance contractée par ladite personne pour se couvrir des risques de cette loi, si cette assurance est contractée, soit auprès de la Caisse nationale, soit auprès de toute Compagnie ou société inscrite sur la liste officielle prévue par le décret du 28 février 1899, sans que cette Caisse, Compagnie, ou société, puisse être admise ultérieurement à soutenir que la profession de l'assuré ne rentre pas dans les professions visées par l'article 1^{er} de la loi de 1898. »

Pour retracer fidèlement l'histoire parlementaire de la loi du 18 juillet 1907, nous signalerons un rapport lu par M. Mirman à la séance de la Chambre du 21 janvier 1902 (1), rapport fait au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, chargée d'examiner la proposition de loi que nous venons d'étudier.

(1) Doc. parlem., 1902, p. 35, Annexe, n° 2898.

On y retrouve très clairement mis en lumière le double résultat poursuivi par son auteur, d'une part, assurer une sécurité absolue aux employeurs et ouvriers intéressés à des entreprises dont l'assujettissement à la loi de 1898 est incertain, et d'autre part provoquer l'extension de la loi de 1898 en offrant la possibilité d'un assujettissement facultatif à ceux que cette loi a laissés incontestablement en dehors des limites de son domaine. Nous croyons avoir développé suffisamment le premier point et n'avoir pas à y revenir.

En ce qui concerne le second résultat visé par le rapporteur, il y a lieu d'être optimiste ; car les employeurs aujourd'hui non assujettis, dont l'esprit est ouvert aux idées de progrès et qui sont désireux d'assurer à leurs salariés des conditions humaines de travail et de sécurité prendront l'initiative de faire appel à la loi proposée ; et d'autre part, dans bien des cas, cette décision sera réclamée aux employeurs par les ouvriers eux-mêmes, qui iront les trouver, et la nouvelle loi en main, leur demanderont d'accepter, comme eux-mêmes l'acceptent, l'assujettissement à la loi de 1898. L'employeur aurait bien mauvaise grâce à repousser une demande si légitime, et ainsi volontairement et successivement des catégories importantes de travailleurs viendront se ranger dans le domaine d'action de la loi de 1898.

Dans un rapport supplémentaire de M. Mirman, à la date du 4 février 1902 (1), nous trouvons quelques mo-

(1) *J. off.*, Doc., p. 119.

difications apportées à la première proposition de loi, ces modifications ont été introduites, afin de donner satisfaction à quelques critiques formulées par le gouvernement sur le texte arrêté par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales ; elles introduisent la nécessité d'une déclaration à la mairie et d'une transcription sur un registre spécial, pour se placer volontairement sous le régime de la loi de 1898 ; dans la première proposition de loi, au contraire, l'assujettissement volontaire résultait de plein droit de l'assurance contractée.

Le nouveau texte portait : « Article unique : Tout employeur non assujetti à la loi de 1898 peut se placer sous le régime de ladite loi pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers et employés par le fait du travail. Cet assujettissement résulte de plein droit d'une déclaration déposée à la mairie dans les formes déterminées par décret. Il est délivré gratuitement récépissé immédiat de cette déclaration qui est transcrite sur un registre spécial tenu à la disposition de tous les intéressés. Si le déclarant est patenté, il devient passible de la taxe additionnelle visée à l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 ; dans le cas contraire il est passible, au profit du fonds de garantie visé par ledit article, d'une contribution spéciale dont la base est fixée par la loi des finances. »

La proposition de loi de M. Mirman ainsi conçue fut inscrite à l'ordre du jour de la Chambre dans la 2^e séance du 10 février 1902. M. Mirman au nom de la commis-

sion d'assurance et de prévoyance sociales, d'accord avec le gouvernement, pria la Chambre de déclarer l'urgence ; celle-ci fut effectivement déclarée ; la Chambre décida de passer à la discussion immédiate de l'article unique, qui, mis aux voix, fut adopté.

La proposition de loi visée par la Chambre des députés fut transmise au Sénat, où elle fit l'objet d'un premier rapport le 19 novembre 1907, par M. Chovet (1).

M. Chovet ne cachait pas que la première impression de la Commission n'était pas favorable à la proposition de loi ; le texte proposé par M. Mirman : « Toute pré-somme occupant des salariés peut... » le choque ; il préférerait : « Tout employeur et ses salariés peuvent... » ; sinon, non seulement on donne à la loi du 9 avril 1898 une extension démesurée, puisque tout employeur peut demander le bénéfice de cette loi déjà exceptionnelle, mais encore on détourne complètement de son but original cette loi excellente.

« Vainement, dit M. Chovet, la victime de l'accident demanderait-elle, quand elle y aurait avantage, à rester dans le droit commun, c'est-à-dire dans les termes de l'article 1382 du Code civil ; elle devrait par *fas* et *nefas* subir le caprice de son employeur : ce serait donc une loi, toute de faveur au profit de l'employeur, et qui, dans maintes circonstances, pourrait avoir, au détriment de la victime de l'accident, les plus fâcheuses conséquences. »

(1) Doc. parlam., Sén., 19 nov. 1907, p. 542.

Nous aurions vraiment quelque peine à partager l'avis de M. Chovet ; il nous est difficile de voir les nombreuses circonstances dans lesquelles le salarié pourrait avoir avantage à invoquer l'article 1382. Du reste il est assez piquant de remarquer que M. Chovet lui-même, dans cette même séance, dans un rapport sur des propositions de loi tendant à modifier divers articles de la loi du 9 avril 1898 s'exprimait en ces termes : « Combien, avant 1898, était difficile l'apport de la preuve, que le fait dommageable dont se plaignaient les victimes d'accidents était imputable soit à leur adversaire personnellement, soit à ceux dont il devait répondre ! Presque toujours l'état matériel des lieux avait été modifié par l'accident ; l'ouvrier pouvait être tué ou si grièvement blessé qu'il ne pouvait fournir aucun renseignement ; ou bien les personnes présentes étaient hors d'état de fournir un témoignage éclairé ou impartial. »

Mais alors comment se fait-il que le rapporteur ne soit pas partisan d'une réforme dont le but est précisément d'éviter ces inconvénients, puisqu'elle permettra de réaliser de plus en plus l'extension de la loi de 1898, extension que M. Chovet qualifie de démesurée ! Sans doute dans bien des cas la proposition de loi de M. Mirman sera utile aux patrons ; mais n'est-elle pas aussi et avant tout avantageuse pour les salariés et ne faut-il pas applaudir à un projet qui, par une heureuse rencontre, est le plus conforme à la fois aux intérêts des ouvriers et à ceux des patrons ? Non, ce qui semble avoir

guidé surtout la commission sénatoriale, c'est l'esprit conservateur, qui fut cause déjà que la loi de 1898 elle-même ne fut votée que 18 ans après les premières propositions dans cet ordre d'idées (La première est du 29 mai 1880) ; c'est l'esprit conservateur qui hésita si longtemps à imposer aux patrons la charge du risque professionnel, que nous retrouvons ici se cabrant devant une extension nouvelle et « démesurée » de la loi de 1898.

Quoi qu'il en soit, la commission sénatoriale, prétextant le grand nombre de propositions tendant à modifier la loi du 9 avril 1898 et actuellement soumises à l'examen de la Chambre des députés, jugea plus expédient d'ajourner la discussion de la proposition de loi de M. Mirman votée à la Chambre.

Ce ne fut que le 14 mai 1907 qu'un rapport de M. Poirrier, sénateur (1), ramena la question devant le Parlement.

Depuis l'adoption par la Chambre des députés, le 10 février 1902, de la proposition de loi de M. Mirman, l'extension de la loi de 1898 à toutes les entreprises commerciales avait été votée et réalisée par la loi du 12 avril 1906. Cette réforme, qui avait été proposée également par M. Mirman et qui tenait à ses yeux la première place, se trouvant réalisée, la loi qui était pour la seconde fois soumise à l'approbation du Sénat n'avait plus la

(1) *J. off.*, Doc., n° 75.

même importance, puisque de nombreuses difficultés auxquelles elle se proposait de remédier avaient disparu.

Néanmoins il restait de très nombreux employeurs et salariés auxquels ne s'appliquait pas la loi de 1898, même depuis son extension : les exploitations agricoles et forestières, les professions libérales, les salariés attachés au service personnel des employeurs.

M. Poirrier, dans son rapport, estime que la loi de 1898 est entrée aujourd'hui dans les habitudes, qu'elle fonctionne avec une parfaite régularité, que (point sur lequel nous avons déjà insisté), si elle profite aux employeurs, elle n'en est pas moins fort avantageuse pour les salariés, qui ne reçoivent, il est vrai, qu'une indemnité forfaitaire, mais qui, par contre, n'ont plus à faire la preuve — ce qui était le plus souvent irréalisable — que l'accident est dû à la faute du chef d'entreprise, cas d'ailleurs le plus rare. Dans ces conditions, la commission sénatoriale jugea qu'il serait bon de donner aux employeurs non soumis au régime de la loi de 1898 la faculté de se placer sous ce régime, s'ils le désiraient. Mais elle ne voulut pas que ce qui serait une faculté pour l'une des parties devint une obligation pour l'autre, et d'après le texte qu'elle vota, à la différence de celui voté par la Chambre le 10 février 1902, l'employeur ne pourra user de la faculté que lui donne la loi qu'autant qu'il y aura acceptation de la part du salarié ; l'employeur qui aura fait à la mairie une déclaration d'as-

sujettissement volontaire à la loi de 1898 devra avoir un carnet visé par le maire, destiné à recevoir l'acceptation par le salarié du bénéfice de ladite loi.

Cette préoccupation de mettre les deux parties sur un pied parfait d'égalité peut vraiment paraître exagérée, car, M. Poirrier le reconnaît lui-même, la loi de 1898 dans son ensemble est beaucoup plus favorable pour l'ouvrier ou employé que l'article 1382 du Code civil.

Cependant l'obligation imposée à l'employeur d'avoir un carnet présente un avantage pour le salarié ; elle lui permet de savoir facilement sous quel régime il est placé en cas d'accident, sans être obligé de faire de fréquentes visites à la mairie, afin de voir s'il y a une déclaration d'assujettissement de son patron à la loi de 1898.

La commission sénatoriale modifia encore quelque peu le texte voté par la Chambre sur le point suivant : elle rendit révocable l'engagement pris par l'employeur ayant fait une déclaration à la mairie ; elle lui laissa par l'article 3 du projet la faculté de faire cesser son assujettissement par une déclaration spéciale, déclaration cependant qui ne pouvait avoir d'effet vis-à-vis des salariés avec lesquels il y avait eu un engagement réciproque de se soumettre à la loi de 1898.

L'ordre du jour du Sénat appela la délibération sur le texte arrêté par la commission sénatoriale le 24 mai 1907. Après l'urgence déclarée sans opposition, M. le

sénateur Guillier, sur l'article 1^{er}, tout en s'excusant de prendre la parole à l'occasion d'un projet pour lequel le Sénat avait déclaré l'urgence, demande à présenter quelques observations qui lui paraissent nécessaires, et juge que des amendements seraient de quelque intérêt. Il reconnaît tout d'abord la grande utilité du projet ; mais ce projet suppose un contrat, et par là-même une acceptation de l'employeur et de l'employé ; en ce qui concerne l'employeur, la volonté de se soumettre dorénavant à la loi de 1898 sera constatée dans des conditions que précise le projet ; or si l'employé, le domestique, qui doit accepter la proposition du patron sait signer, pas de difficultés ; mais le projet ne prévoit pas l'hypothèse de l'employé ne sachant pas signer. Dans ce cas, M. Guillier se demande comment on fera plus tard la preuve de son consentement ? Et qu'arrivera-t-il s'il est mineur ? S'il est marié ? La femme pourra-elle contracter sans le concours de son mari ? M. Guillier ne veut pas que des salariés, victimes d'accidents pouvant justifier l'application de l'article 1382, mais ayant accepté le bénéfice de la loi de 1898, puissent éluder cette dernière et invoquer l'article 1382 en soutenant qu'ils n'ont pas adhéré à la convention forfaitaire proposée par leur patron ; il ne faut pas qu'ils puissent argumenter de l'absence de leur signature ; il y a là une lacune à combler ; et comme conclusion à ses observations, M. Guillier demande le retrait de l'urgence. M. Poirrier, rapporteur,

estime qu'il serait facile de donner satisfaction à M. Guillier sans prononcer le retrait de l'urgence. Selon lui, pour résoudre la difficulté signalée, il suffit de dire que le salarié devra faire à la mairie une déclaration d'acceptation du régime de la loi de 1898. Devant l'insistance de plusieurs sénateurs, entre autres du marquis Carné et de M. Dominique Delahaye, le rapporteur déclare ne pas s'opposer à ce qu'il y ait deux délibérations ; aussi on ne vote pas l'ensemble de la proposition de loi, et le retrait de l'urgence est déclaré.

La deuxième délibération eut lieu dans la séance du 11 juin 1907. M. Poirrier, rapporteur, répond d'abord à quelques observations reçues, depuis la première délibération, de certaines associations syndicales et de la chambre de commerce de Paris.

Celles-ci ont dit : « En instituant le caractère facultatif de la loi, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs, ne risque-t-on pas de décourager la bonne volonté de certains employeurs, qui sont disposés à faire bénéficier leurs salariés du régime de la loi de 1898, loi dans son ensemble favorable aux travailleurs ? Ne redoutez-vous pas que le salarié ignorant, dont l'adhésion à la loi de 1898 sera requise, n'oppose un refus à son employeur, ce refus allât-il contre ses propres intérêts ? »

M. Poirrier fait remarquer qu'il est aisé de réfuter ces objections. D'abord dans le plus grand nombre des

cas, le salarié acceptera l'assujettissement volontaire à la loi de 1898 ; on n'est guère porté en général à refuser un cadeau, et c'est bien d'un cadeau qu'il s'agira, puisque, dans l'ensemble, la loi de 1898 est plus favorable au salarié qu'à l'employeur. Mais même dans l'hypothèse où le salarié refusera de se placer sous l'empire de la législation des accidents du travail, il ne prendra cette décision qu'en parfaite connaissance de cause : on ne peut objecter son ignorance, car on insérera dans le carnet destiné à recevoir son acceptation les dispositions de la loi de 1898 et ainsi il connaîtra les conséquences de son adhésion ou de son refus.

M. Poirrier fait ensuite connaître la solution apportée aux difficultés signalées, lors de la première délibération, par M. Guillier : si le salarié ne sait ou ne peut signer, son adhésion verbale sera reçue par le maire qui la mentionnera par écrit sur le carnet ; en ce qui concerne les mineurs et les femmes mariées, ils n'auront pas besoin pour signer, de l'autorisation de leur père, tuteur ou mari (1).

La proposition de loi fut enfin votée par le Sénat dans cette séance du 11 juin 1907. Transmise à la Chambre, la proposition ainsi modifiée, fit l'objet d'un rapport de M. Puech, déposé le 14 juin 1907. Ce rapport se borne à proposer l'adoption pure et simple d'une loi « qui

(1) Nous reviendrons sur ces questions dans l'étude détaillée de la loi du 18 juillet 1907, et nous n'insistons pas davantage pour l'instant.

réalisera dans le domaine de l'assurance sociale un véritable progrès ».

La discussion et le vote eurent lieu à la Chambre les 1^{er} et 2 juillet 1907 ; la loi fut promulguée par le Président de la République le 18 juillet 1907.

CHAPITRE V

ÉTUDE DE LA LOI DU 18 JUILLET 1907.

SECTION I. — Portée d'application de la loi nouvelle.

La loi du 9 avril 1898 a introduit dans notre législation un principe tout nouveau qui met le risque professionnel à la charge du patron ; elle a complètement bouleversé la jurisprudence antérieure, elle a écarté la théorie de la faute, dont les applications pratiques aboutissaient presque toujours à de choquantes injustices. Mais par cela même qu'elle accomplissait dans notre droit une véritable révolution, cette loi a naturellement rencontré d'énergiques résistances, elle a eu à vaincre les efforts opiniâtres des industriels à qui elle imposait une charge nouvelle, et d'une façon plus générale ceux de tous les conservateurs, qui la considéraient comme un progrès dangereux de l'esprit socialiste.

Aussi le législateur de 1898 a compris que, pour faire œuvre utile, il ne fallait pas aller trop vite, qu'il serait insensé de vouloir appliquer le régime nouveau, si juste fût-il, d'emblée à l'ensemble des travailleurs ; il a couru au plus pressé ; il a protégé d'abord les salariés que leur genre de travail exposait le plus, et rendait le plus dignes d'intérêt. En conséquence, d'après l'article 1^{er} de

la loi de 1898, le bénéfice de la législation nouvelle ne s'étend « qu'aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et en outre dans toute exploitation ou partie d'exploitation, dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ». Les ouvriers agricoles n'ont pas été appelés en principe à bénéficier des dispositions de la loi nouvelle ; les chances d'accidents sont moins nombreuses pour eux que pour des ouvriers de l'industrie. Cependant on a fait exception pour le cas où une industrie manufacturière (distillerie, sucrerie, etc.), est jointe à l'exploitation agricole, et aussi pour le cas où le travail agricole se fait à l'aide de machines à vapeur, batteuses, moissonneuses, etc.

Dans le système de la loi de 1898, la responsabilité des accidents causés dans les exploitations agricoles devait peser sur le chef de l'exploitation, propriétaire, fermier ou métayer. Une loi du 30 juin 1899 est venue déplacer le risque et le reporter sur la personne qui exploite le moteur mécanique, cause de l'accident. Cette personne peut être soit un particulier qui loue des machines à battre ou autres, soit un syndicat agricole.

Franchissant une étape considérable dans la voie de

l'extension du risque professionnel, la loi du 12 avril 1906 étend à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898. Mais il s'en faut encore de beaucoup que la législation nouvelle englobe l'ensemble des salariés. La réforme se poursuit sûrement, mais lentement. De très nombreux employeurs et salariés ne sont pas encore soumis au régime de la loi de 1898.

Pour déterminer toute l'étendue du champ d'application de la loi nouvelle, il nous faut donc préciser les personnes et les exploitations qui échappent actuellement encore à l'application de la loi du 9 avril 1898. On verra par la suite de nos explications, que même depuis l'extension faite aux exploitations commerciales par la loi du 12 avril 1906, extension qui a fait cesser de nombreuses difficultés et tari la source de bien des procès, il reste encore des situations pour lesquelles la solution est encore particulièrement délicate : les personnes dans ces situations ne doivent pas hésiter, à notre sens, à se mettre à couvert par une déclaration d'assujettissement facultatif ; bien des difficultés leur seront ainsi évitées.

Le Parlement est actuellement saisi d'un nombre assez considérable de projets ou de propositions tendant à étendre expressément la loi du 9 avril 1898 à des salariés qui ne bénéficient pas encore de ses dispositions spéciales. Ce sont autant de salariés dont les employeurs pourront recourir au bénéfice de la loi du 18 juillet 1907.

1° Le Ministre du Travail a déposé, le 28 janvier 1907, un projet de loi concernant les accidents survenus dans les établissements pénitentiaires et dans les établissements hospitaliers. La question était de savoir si les personnes recueillies dans les établissements hospitaliers, si les prisonniers dans les établissements pénitentiaires pouvaient invoquer la législation de 1898, lorsqu'ils étaient blessés dans le travail qui leur est imposé comme le moyen le plus sûr de les relever et de les amender. La jurisprudence était hésitante. Des décisions avaient bien déclaré assujettis à la loi du 9 avril 1898 les établissements de bienfaisance, mais seulement lorsqu'ils sont organisés, pour subvenir aux charges de l'œuvre, en un véritable atelier industriel (1). De même en ce qui concerne les établissements pénitentiaires, elle admettait en général que le travail dans les prisons n'entraîne pas assujettissement à la loi du 9 avril 1898 (2), sauf cependant en ce qui concerne les ouvriers libres qui peuvent réclamer le bénéfice de cette loi (3).

Voilà déjà un champ d'application très vaste pour la loi nouvelle, qui pourrait couvrir un nombre considérable de salariés d'une nature spéciale. Il paraît peu

(1) Paris, 29 mai 1902 (*Jurispr. publiée par le Min. du Travail*, t. II, p. 23) ; Trib. Seine, 12 janv. 1904, *Ibid.*, t. IV, p. 61.

(2) Trib. civ. Rouen, 27 décembre 1901, *Ibid.*, t. II, p. 35 ; Trib. civ. Lille, 4 décembre 1902, *Ibid.*, t. III, p. 58, confirmé par Douai, 9 mars 1903, *Ibid.*, t. III, p. 166.

(3) Trib. civ. Montpellier, 21 juillet 1905, *Ibid.*, t. VI, p. 51.

probable cependant, si on en juge par la discussion qui a eu lieu devant la Société générale des prisons en 1907 à l'occasion du projet de loi en question, que l'administration pénitentiaire veuille user de cette faculté.

2° Le 14 juin 1906 le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi concernant l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat. On sait en effet que l'article 32 de la loi du 9 avril 1898 déclare expressément qu'il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre. Il y a là encore un nombre considérable de salariés pour lesquels une adhésion facultative pourrait être faite à la législation des accidents du travail. Il est peu probable cependant qu'elle intervienne, même à titre partiel, car elle aurait pour résultat d'entraîner des complications inextricables par le cumul des indemnités de la loi du 9 avril 1898 avec les pensions de retraite qui sont servies à ces salariés souvent en vertu de règlements très particuliers.

3° Un arrêté du ministre du commerce en date du 9 octobre 1906 a institué une commission chargée d'étudier la question des responsabilités des accidents du travail dans les écoles d'enseignement technique et dans les autres établissements d'instruction.

Le comité consultatif des assurances du travail, dans un avis du 7 mars 1900, avait refusé d'étendre la loi de 1898 aux établissements de cette nature, dont les élèves et le personnel forment une catégorie assez nombreuse.

4° Le 6 novembre 1906, M. Basly a déposé à la Chambre une proposition de loi reprise à l'ancienne législature tendant à faire bénéficier les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs des dispositions de la loi du 9 avril 1898. M. Basly estime que ces délégués, dont le nombre est assez minime, sont exposés aux mêmes dangers que les ouvriers mineurs et demande pour eux la même protection contre les accidents. La question pourrait, à notre sens, être aujourd'hui facilement résolue par une adhésion des Compagnies minières en ce qui concerne ces délégués ; cette adhésion soulèverait toutefois une difficulté relative au salaire devant servir de base au calcul des indemnités.

5° Le 23 mars 1907, M. Chevenière a déposé à la Chambre une proposition de loi ayant pour objet d'étendre et d'adapter les principes essentiels de la loi du 9 avril 1898 à la réparation pécuniaire des accidents et maladies dont les soldats sont victimes par le fait ou à l'occasion du service militaire. A propos de cette proposition, le ministre du travail a, par arrêté du 3 juin 1907, institué une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles la législation sur les responsabilités des accidents du travail pourrait être étendue aux accidents dont les soldats sont victimes par le fait ou à l'occasion du service militaire.

Il y a là évidemment un champ d'application on ne peut plus étendu ; mais ici encore il est peu douteux que l'autorité militaire use de la faculté d'adhésion de la loi nouvelle, surtout à cause des difficultés qu'elle entraînerait sur les pensions militaires.

6° Le 5 novembre 1906, le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation des accidents du travail ; ce projet a été rapporté le 22 février 1907 par M. Emile Chauvin, au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre. C'est là une extension très discutée de la loi du 9 avril 1898, tant à cause des risques particuliers qu'entraînent avec eux les travaux agricoles que de la difficulté d'établir avec précision un salaire de base. Les agriculteurs semblent en majorité peu disposés à accepter ce cadeau que les parlementaires veulent leur faire. Quoi qu'il en soit, pour ceux des agriculteurs qui voudraient dès à présent se placer sous l'empire de la législation sur les accidents du travail, la loi du 18 juillet 1907 offre une précieuse ressource et elle reçoit une étendue d'application très large, étant donné le nombre considérable des salariés agricoles, professionnels ou d'occasion (1).

La question était si pratique qu'elle a donné lieu à

(1) Dans sa note lue au Sénat le 13 février 1908, M. Cuvinot, président de la commission des retraites ouvrières, estimait à 3.711.000 le nombre des salariés agricoles.

un incident caractéristique lors de la discussion de la loi du 18 juillet 1907.

Nous venons de voir que le projet de loi étendant la loi de 1898 aux accidents de l'agriculture est actuellement pendant devant la Chambre des députés. Dès lors quelle situation va-t-on créer aux agriculteurs par la loi de 1907 ? Ceux qui voudront s'assurer ne se trouveront-ils pas dans cette situation singulière : ou de rester absolument sous l'empire du droit commun, ou d'attendre le vote de la loi proposée au Parlement ? s'ils veulent jouir sans délai de la faculté que leur donne la loi de 1907, ne pourront-ils plus bénéficier de la loi sur les accidents agricoles, qui leur sera sans doute plus favorable ? — Dans la séance du 11 juin 1907, M. le comte de Pontbriand, sénateur, prenant la défense des agriculteurs, avait exprimé des craintes sur ce sujet. M. Poirrier, rapporteur, lui avait répondu que l'agriculteur se trouvait en effet dans une situation transitoire, mais que rien ne l'empêchait, s'il signait un contrat d'assurance, de le faire sous réserves, et M. Viviani, complétant ces explications, faisant remarquer que les agriculteurs seraient dans la même situation où étaient les patrons de la grande industrie, qui avaient des contrats avant la loi de 1898, et dans celle où étaient les commerçants qui avaient des contrats avant la loi de 1906.

Quoi qu'il en soit, les agriculteurs agiront sagement en faisant insérer dans leurs contrats d'assurance

des réserves de résiliation ou de modifications, en cas de vote ultérieur et probable d'une loi sur les accidents agricoles.

7° On conçoit encore, étant donnée l'impulsion si vive qui pousse actuellement l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux extrêmes limites du salariat, que les communes souscrivent une adhésion à cette législation en faveur de leurs sapeurs-pompiers. Il y avait là un moyen commode de réparer une injustice sociale, souvent signalée, au profit de ces hommes au dévouement modeste, et d'autant plus méritoire. Mais une loi du 31 juillet 1907, promulguée quelques jours après la loi du 18 juillet 1907, vient enlever à cet égard toute utilité à cette faculté d'adhésion, puisqu'elle réglemente désormais les subventions que les communes doivent accorder aux sapeurs-pompiers, victimes d'accidents ou de maladies dans l'exercice de leurs fonctions.

Le champ d'application de la loi nouvelle du 18 juillet 1907 pourrait encore être cherché non plus au regard de personnes assujetties, mais au regard soit de faits constituant, de convention expresse entre les parties, des accidents professionnels, soit de territoires sur lesquels la loi du 9 avril 1898 ne s'applique pas encore. Nous faisons allusion à l'extension de la loi de 1898 aux maladies professionnelles et aux territoires de l'Algérie et de la Tunisie ; mais ici des difficultés particulières vont se présenter sur lesquelles il y a lieu d'insister particulièrement.

8° La loi de 1898 n'atteint pas la maladie professionnelle. A cet égard il y a lieu d'établir une distinction très nette entre l'accident, caractérisé par son caractère soudain, et la maladie, caractérisée par son évolution lente. Sur ce point les avis sont unanimes. Néanmoins pour faire disparaître cette différence que rien ne justifie au point de vue social et de l'équité, le gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre, le 16 mai 1905, un projet de loi sur la réparation des maladies professionnelles, qu'il a repris, au début de la nouvelle législature, le 14 juin 1906. La Chambre était saisie en même temps d'une proposition de loi de M. Breton sur le même objet, qui reprenait ainsi, le 13 juillet 1906, une proposition qu'il avait précédemment déposée, dans la législature précédente, le 5 décembre 1901.

La question qui se pose est donc de savoir si un employeur pourrait, de convention expresse avec ses employés, adhérer à la législation des accidents du travail, en ce qui concerne les maladies professionnelles que ses salariés contracteraient à son service. — La loi du 18 juillet 1907 n'a pas tranché expressément la difficulté qui n'a pas du reste été aperçue au cours des travaux préparatoires. Son article premier semble même ne pas autoriser une semblable adhésion, puisque dans son article premier, il parle de « tout employeur *non assujetti* à la législation concernant les responsabilités des accidents du travail » ; or il s'agit ici d'un patron déjà assujetti et qui étend le champ d'application de

son assujettissement, non *in personam*,⁸ mais *in rem*, peut-on dire. Il est vrai que la portée de cet argument se trouve infirmée par ce fait que l'article 4 de la même loi semble au contraire autoriser une semblable adhésion, puisqu'il parle d'un employeur, qui « *n'est pas par ailleurs obligatoirement assujetti* à la législation sur les accidents du travail ». Mais, même dans cette hypothèse, le législateur n'a visé que l'adhésion facultative portant sur des personnes, non sur des faits : c'est par exemple un commerçant obligatoirement assujetti pour les employés de son commerce, qui veut adhérer à la législation des accidents de travail, même pour des domestiques attachés à la personne. — La question reste donc entière. Dans ces conditions nous croyons qu'elle doit être résolue conformément à la solution que nous avons donnée, lorsque nous étudions le cas d'assujettissement volontaire à la loi du 9 avril 1898 antérieurement à celle du 18 juillet 1907.

9° La loi du 9 avril 1898 n'est applicable ni à l'Algérie ni à la Tunisie. En ce qui concerne l'Algérie, c'est l'article 34 de la loi du 9 avril 1898 qui proclamait lui-même cette non-application en décidant : « un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies ». Jusqu'à présent cette extension n'a pas été faite ; le gouvernement avait bien essayé de la réaliser au moyen d'un règlement d'administration publique comme le veut l'article 34 précité ; mais

comme il a été reconnu que cette extension ne pouvait être réalisée, à raison des conditions spéciales de la législation algérienne et de la situation des étrangers et sans des modifications profondes qui paraissent excéder des indigènes, les limites de la délégation consentie par le Parlement au pouvoir exécutif, le gouvernement a préféré recourir à la loi et il a déposé en ce sens un projet, le 8 novembre 1906.

Jusqu'à ce jour ce projet n'est pas encore devenu loi et en attendant il semble que la loi du 18 juillet 1907 va trouver de ce fait un champ d'application très vaste en Algérie. Mais la solution n'est pas aussi simple qu'elle le paraît. La loi du 18 juillet 1907 n'a pas été déclarée expressément applicable à l'Algérie ; elle n'y a pas été promulguée, et d'autre part, elle ne saurait être considérée comme applicable de plein droit comme modification d'un texte antérieur exécutoire en Algérie, puisque la loi du 9 avril 1898 n'y est pas elle-même applicable. Les employeurs algériens ne sauraient donc y recourir, et à cet égard ils restent dans la même condition que les employeurs non assujettis à la promulgation de la loi du 18 juillet 1907. Ils ont donc seulement la faculté que leur reconnaît la jurisprudence de déclarer formellement dans le contrat de travail conclu avec leurs salariés, que le règlement des accidents qui pourraient survenir à ceux-ci sera réglé conformément à la loi du 9 avril 1898. Cette solution nous paraît d'autant moins discutable, que, s'il faut en croire un auteur

algérien (1), la jurisprudence des tribunaux algériens appliquerait déjà, avant sa promulgation algérienne, la loi du 9 avril 1898 aux relations entre employeur et employé.

Nous donnerons la même solution pour la Tunisie, où la loi de 1898 n'est pas applicable non plus, et où il y a donc lieu de faire application en cette matière des articles 1382 et suivants du Code civil interprétés suivant le dernier état de la jurisprudence française antérieure à la loi du 9 avril 1898 (2).

10° Telles sont les principales catégories de salariés auxquels la loi du 18 juillet 1907 va permettre de bénéficier de la législation des accidents du travail. Ils ne sont pas d'ailleurs les seuls encore et d'autres employeurs pourront se servir utilement de ce texte.

Nous citerons en premier lieu tous les domestiques attachés à la personne : il y a là une catégorie fort nombreuse, puisque tout récemment, dans sa note lue au Sénat à l'occasion des retraites ouvrières le 13 février 1908, M. le sénateur Cuvinot estimait à 956.000 environ leur nombre. C'est en ce moment une opinion assez répandue dans le public, entretenue d'ailleurs avec soin par les Compagnies d'assurances que la loi du 9 avril 1898 est applicable aux domestiques et gens de maison ; c'est une erreur, l'article 1382 du Code civil restant

(1) Thomas, L'Algérie et la loi sur les accidents du travail, *Revue Algérienne*, 1907, I, 41 et 73.

(2) Trib. Sousse, 16 mars 1905, *Rev. dr. intern. privé*, 706, 1906.

encore la législation applicable en cette matière (1). Mais l'application en peut être faite très aisément par l'adhésion de l'employeur.

Ce sont encore tous les employés des administrations publiques, de l'Etat, du département, de la commune, des établissements publics et d'utilité publique : sans doute il a été jugé que les personnes morales telles que l'Etat, le département, la commune, sont assujetties à la loi du 9 avril 1898 ; mais c'est à la condition que la personne morale fasse procéder à des travaux qui présentent un caractère d'ordre industriel ou commercial (2) ; sinon elle ne sera assujettie que si elle adhère volontairement à la législation des accidents du travail. Tous les employés des grandes administrations publiques sont intéressés à ce fait, et il est banal de constater qu'ils sont nombreux en France (3).

De même tous les employés des professions libérales, les clercs de notaire, d'avoué, d'huissier, d'agréé, les employés des greffiers, d'architectes, d'ingénieurs civils, de médecins, de vétérinaires, etc., etc.

(1) En ce sens, *justice de paix de Paix*, 8 août 1907 (*Gaz. Pal.*, 8 août 1904). Bellom, *La loi de 1898 et les gens de maison*.

(2) Poitiers, 16 juin 1902 (*Rec. min. trav., Jurisp.*, t. II, 239) ; Trib. des conflits, 1^{er} août 1903 (*Ibid.*, t. IV, p. 195) ; Aix, 7 janvier 1905 (*Ibid.*, t. VI, p. 89).

(3) Dans ce nombre entrent les très nombreux fonctionnaires de l'administration des postes et contributions indirectes ; car il a été jugé qu'ils ne sont pas assujettis à la loi de 1898. Trib. civ. Bagnères de Bigorre, 18 janvier 1901 (*Ibid.*, t. I, p. 505) ; Douai, 20 juillet 1904 (*Ibid.*, t. V, p. 61) ; Trib. civ. Rouen, 22 juillet 1905 (*Ibid.*, t. VI, p. 52).

Ce n'est pas tout encore. Malgré l'extension très notable de la loi du 9 avril 1898, celle-ci n'a pas tranché encore toutes les difficultés relatives à l'assujettissement des professions à cette loi. Certaines professions peuvent soulever encore des doutes relativement à l'assujettissement ; ainsi la profession d'architecte, celle de mandataire aux halles sont-elles des professions libérales ou des professions commerciales ? Une réponse absolue n'est peut-être pas possible dans tous les cas ; il y a des espèces à examiner et la solution peut n'être pas toujours la même, notamment en ce qui concerne l'architecte. Dans le doute ces employeurs feront bien de ne pas s'abstenir et de signer une adhésion facultative à la loi de 1898 : bien des difficultés leur seront ainsi épargnées.

De même encore une personne assujettie peut employer à la fois des salariés à son commerce et à son service personnel ; elle fera bien de signer pour ces derniers une adhésion facultative pour éviter des difficultés au cas où ils seraient blessés dans les locaux commerciaux.

Ce sont toutes ces personnes dont le nombre est loin d'être négligeable que la loi du 18 juillet 1907 va saisir ; mais, répétons-le, elle ne les saisit pas obligatoirement ; elle ne leur impose pas la législation de 1898 ; elle leur donne simplement la faculté de se placer sous le régime du risque professionnel ; c'est une loi de pisaller dont le rôle sera nécessairement de plus en plus

modeste à mesure que l'on procédera à la généralisation complète des principes de la loi de 1898.

A la séance du 11 juin 1907, M. Gourju avait exprimé le regret que le projet ne l'appliquât pas obligatoirement à tous les contrats de travail. Il s'exprimait en ces termes : « Aujourd'hui tout le monde est converti à cette pensée élémentaire, d'après laquelle les périls qui naissent du travail sont des cas de force majeure qui doivent peser dans une certaine mesure, toute question de faute mise à part, sur l'employeur et sur l'employé, mais sur l'employeur d'abord : c'est aujourd'hui monnaie courante, et personne n'y contredit plus. S'il en est ainsi pour l'industrie et depuis peu pour le commerce, pourquoi n'en serait-il pas de même pour les autres genres de travail ? Evidemment une femme de chambre, une cuisinière, un cocher courent des périls différents par le fait de leur travail ; ces périls sont cependant le résultat du travail pour ces employés de catégories spéciales, de même que pour les autres que vous avez déjà admis au bénéfice de la loi de 1898. »

M. Viviani, ministre du travail, avait répondu à M. Gourju en invoquant des raisons que nous avons déjà développées : le législateur a pensé qu'il était de bonne prudence sociale de ménager des étapes et de ne pas étendre d'un seul coup la loi de 1898 à tous les accidents.

Mais nous devons bien le dire, de nombreux pays étrangers, dont la forme du gouvernement est pourtant

moins libérale que la nôtre, nous devancent en cette matière.

En Angleterre une loi du 6 août 1897 avait organisé le risque professionnel ; elle ne s'appliquait intentionnellement qu'à 40 0/0 des ouvriers. On voulait contrôler la valeur de la réforme avant de l'étendre à tous. Mais dès le 30 juillet 1900 le bénéfice des dispositions de la loi précédente est étendue aux ouvriers agricoles, et cela dans une mesure très large, puisqu'on y comprend tous les salariés de l'exploitation forestière, de l'élevage des bestiaux, de l'agriculture, et des soins de la basse-cour. Enfin la loi toute récente du 21 décembre 1906 a étendu à tous les salariés la législation des accidents du travail puisqu'elle dit dans son article XIII : « Toute personne qui est engagée chez un patron par un contrat soit de louage de services, soit d'apprentissage, qu'il s'agisse d'un travail manuel, d'un travail de bureau ou autre, que le contrat soit exprès ou tacite, verbal ou par écrit.... »

L'Allemagne non seulement admet les principes du risque professionnel, mais encore établit l'assurance obligatoire. D'après les lois de 1881 et 1900 (on voit combien nous sommes en retard sur l'Allemagne), l'assurance s'étend à tous ceux qui travaillent pour le compte d'autrui dans les travaux industriels, agricoles, domestiques. 21 millions de salariés environ se trouvent ainsi assujettis à la loi.

SECTION II. — De quelle façon on entre dans le régime nouveau. Effets.

§ 1. — Lieu et formes de l'adhésion pour l'employeur.

Les formalités relatives à l'adhésion facultative à la législation du travail sont réglées tant par la loi du 18 juillet 1907 que par le décret du 30 juillet 1907.

Lieu. — Si l'employeur est chef d'exploitation, c'est-à-dire s'il est agriculteur, ou bien, si, étant industriel ou commerçant, il veut faire bénéficier de la législation nouvelle ses domestiques et serviteurs qui en sont exclus, il doit remplir les formalités légales d'adhésion au siège de son exploitation. Dans le cas où il aurait plusieurs exploitations, il lui suffirait de remplir ces formalités légales au siège de l'une d'elles, autant que possible de la principale. Si l'employeur n'a pas d'exploitation, c'est-à-dire s'il exerce une profession libérale, s'il est fonctionnaire ou simple particulier, il fera acte d'adhésion au lieu de sa résidence personnelle, c'est-à-dire dans la commune où il habite, alors même que cette commune ne serait pas celle de son domicile légal.

Formes. — Les formalités à remplir pour user de la faculté légale d'adhésion sont les suivantes. Elles consistent d'abord dans une déclaration faite par l'employeur à la mairie, revêtue de sa signature, et indiquant la date à partir de laquelle ses ouvriers et employés de-

viendront en cas d'accident bénéficiaires de la législation nouvelle (Voir annexes).

La déclaration est transcrite immédiatement sur un registre spécial tenu à la disposition des intéressés, et un récépissé conforme au modèle II du décret du 30 juillet 1907 est donné séance tenante au déclarant par le maire (Voir annexes).

Dans le texte de la première proposition de loi de M. Mirman (18 mars 1901), l'assujettissement volontaire résultait de plein droit de l'assurance contractée ; le gouvernement estima avec raison qu'il fallait donner aux salariés un moyen plus sûr de connaître et de vérifier la situation juridique dans laquelle se trouvaient leurs employeurs à cet égard ; il formula donc quelques critiques, et la commission d'assurance et de prévoyance sociales inséra alors dans le texte de la proposition Mirman la nécessité de la déclaration à la mairie et d'une transcription sur un registre spécial.

Ce registre ainsi mis à la disposition de tous les intéressés dans les mairies doit être tenu aux frais des communes qui doivent supporter les dépenses d'achat et d'impression dudit registre ; il semble bien résulter de la loi du 18 juillet 1907 que le législateur ait mis ces frais à la charge des municipalités. D'ailleurs celles-ci (et cela présente de l'intérêt pour les petites communes dont le budget n'est pas très riche) ne sont pas obligées de faire imprimer leurs formules ; rien dans la loi ni dans le décret ne les contraint à cette formalité onéreuse, et

elles peuvent très bien mettre à la disposition des intéressés des formules manuscrites, à la seule condition, bien entendu, que celles-ci soient conformes aux modèles déterminés par le décret.

En même temps qu'il fait sa déclaration, l'employeur présente à la mairie un carnet dressé conformément au modèle 5 du décret du 30 juillet 1907 (Voir annexes).

L'obligation pour l'employeur d'avoir un carnet a été exigée par la commission sénatoriale, elle ne figurait pas dans le texte voté par la Chambre le 10 février 1902 ; ce carnet est destiné à recevoir l'acceptation par le salarié du bénéfice de la loi de 1898, la commission sénatoriale ayant voulu mettre les deux parties, employeurs et employés, sur un pied parfait d'égalité.

De plus l'institution du carnet permet au salarié de savoir aisément sous quel régime il est placé en cas d'accident ; si l'employeur n'était tenu qu'à la simple déclaration, le salarié serait obligé de faire de fréquentes visites à la mairie, afin de vérifier si son patron ne s'est pas, sans le prévenir, assujetti à la législation de 1898 ; le carnet qui doit contenir son acceptation lui évite ces dérangements.

Qu'arrivera-t-il si le patron vient à perdre son carnet, ou déclare l'avoir perdu ? Ce carnet est un objet casuel, exposé à être perdu, à être dérobé avec d'autres objets. Qu'arrivera-t-il, lorsque la perte ne sera pas seulement au préjudice de l'employeur, mais au préjudice de l'employé qui n'aura rien pu faire pour l'empêcher, puisque ce n'est pas lui qui en aura la garde ?

L'employé, victime d'un accident, aura le droit de prouver par témoins ou par présomptions graves, précises et concordantes, qu'il avait préalablement adhéré (art. 1348-4°, C. civ. : cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure). Pour l'admission de cette preuve les juges se montreront en général assez larges, à moins qu'une circonstance déterminée, par exemple un incendie, un cambriolage, etc., ne démontrent réellement la bonne foi de l'employeur.

§ 2. — **Formes de l'adhésion de l'employé.**

I. — *Ouvrier majeur et lettré.*

L'ouvrier, employé ou domestique qui est majeur et maître de ses droits, et qui sait lire et écrire, adhère valablement en remplissant une des formules d'adhésion du carnet de son patron ou maître qui a lui-même précédemment adhéré, dans les formes indiquées plus haut, à la législation sur les accidents du travail. Il n'est pas nécessaire que la déclaration soit entièrement écrite de sa main ; il suffit qu'elle soit signée et datée en toutes lettres.

La circonstance que la date ne serait pas écrite de la main de l'ouvrier pourrait-elle être, après un accident, considérée comme une cause de nullité de l'adhésion de la victime ?

Il est certain tout d'abord que le patron ne saurait se

prévaloir d'une telle irrégularité ; car c'est généralement lui-même qui l'aurait commise en écrivant la date de sa propre main ; dans tous les cas l'acceptation de cette déclaration ainsi irrégulière sur son propre registre et son silence au sujet de ladite irrégularité constitueraient de sa part une ratification tacite qui le rendrait forclos à s'en prévaloir comme d'un moyen de nullité. L'assureur qui, en pareil cas, ne pourrait agir que comme mandataire du patron n'aurait pas plus de droit que ce dernier.

Seul l'ouvrier pourrait prétendre que cet écrit qui n'est ni fait en double comme le prescrit l'article 1325 du Code civil, ni conforme aux dispositions spéciales au décret du 30 juillet 1907, ne fait pas preuve suffisante de son consentement dans le contrat qu'on lui oppose. En droit strict un tel raisonnement serait exact ; mais la déclaration d'adhésion étant revêtue de la signature de l'ouvrier aurait tout au moins la valeur d'un commencement de preuve par écrit, susceptible d'être complété par la preuve testimoniale ou par des circonstances graves, précises et concordantes (art. 1347, C. civ.). Empressons-nous d'ajouter que l'ouvrier aura rarement intérêt à exercer de la nullité d'un engagement de cette nature, qui est contracté tout à fait en sa faveur.

II. — *Ouvrier illettré.*

Si l'ouvrier, employé ou domestique est illettré, il fait sa déclaration devant le maire qui remplit et signe

une formule complémentaire imprimée sur le carnet conformément au modèle V du décret du 30 juillet 1907.

III. — *Mineur et femme mariée.*

La même formalité est remplie quand il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée, avec cette différence que, si le mineur ou la femme mariée sont lettrés, ils peuvent apposer leur signature à côté de celle du maire ; toutefois la loi n'en fait pas une obligation.

La dispense de l'autorisation du père, tuteur ou mari a été expliquée par les considérations suivantes : la femme mariée, à qui la loi récente du 13 juillet 1907 a donné d'ailleurs la libre disposition de son salaire, doit avoir toute qualité pour adhérer, sans autorisation maritale, au régime de la loi de 1898, régime qui lui est favorable comme à tous les autres salariés. Le carnet d'adhésion à la législation du travail pourra même constituer pour la femme mariée « un moyen » dont parle l'article 4 de la loi du 13 juillet 1907, pour démontrer qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari, démonstration nécessaire à la validité des actes faits par elle.

Quant au mineur, s'il travaille chez telle ou telle personne, c'est évidemment avec l'autorisation au moins tacite de son père ou tuteur ; cette autorisation lui donne implicitement le droit de débattre son salaire, et d'une manière générale sa situation chez ses patrons ; or l'as-

sujettissement à la loi de 1898 est l'un des éléments de cette situation.

L'ouvrier interdit doit pouvoir, comme le mineur, user de la faculté d'adhésion sans l'intervention de son tuteur, bien que la loi de 1907 ne l'ait pas spécialement prévu, à cause de son peu d'intérêt pratique, car la situation de l'interdit est de tous points assimilée à celle du mineur.

Il est bien entendu que, si le père, tuteur ou mari, ne peut pas s'opposer à l'adhésion du mineur ou de la femme mariée, rien ne fait obstacle à ce qu'il intervienne dans la déclaration pour l'habiliter dans les termes du droit commun : dans ce cas il n'est pas nécessaire que l'acte d'adhésion soit reçu par le mari.

§ 3. — Effets de l'adhésion.

L'adhésion simultanée de l'employeur et de l'employé a pour effet de les placer tous deux sous l'empire de la loi du 9 avril 1898.

Les employés, ouvriers ou domestiques, qui, en n'effectuant pas cette adhésion, manifestent leur volonté de rester en dehors de la législation sur les accidents du travail ne peuvent être astreints à en subir les effets. Ils restent sous l'empire du droit commun, c'est-à-dire sous les règles de responsabilité formulées par les articles 1382 et suivants du Code civil. « Sans doute, disait au Sénat M. Poirrier, dans son rapport, l'employeur se-

rait toujours libre de se priver des services de salarié qui refuserait son adhésion, et de ce fait, ce serait pour celui-ci la carte forcée. Mais cette carte sera douce, car la loi de 1898, dans son ensemble, est incontestablement plus favorable aux salariés que l'article 1382 du Code civil. S'ils ne reçoivent qu'une indemnité forfaitaire, ils n'ont pas à faire la preuve, le plus souvent impossible, que l'accident est dû à la faute du patron, cas d'ailleurs le plus rare ; enfin, pour l'indemnité qui leur est allouée, ils n'ont jamais à redouter l'insolvabilité de l'employeur... Du reste, au cas où le patron se serait soumis au régime de la loi de 1898, le salarié examinera s'il veut accepter cette situation ou chercher à se placer ailleurs. »

Nous croyons que c'est mal placer la question, que de se demander, si c'est l'employé qui refusera d'accepter l'adhésion facultative du patron à la loi de 1898 ; il est plutôt à redouter que les patrons ne recherchent pas beaucoup à user de la faculté qui leur est offerte par la loi et qu'ils préfèrent conserver le régime des articles 1382 et suivants du Code civil à celui plus onéreux pour eux de la loi de 1898, surtout à cause de l'assistance judiciaire accordée par elle de plein droit à l'ouvrier.

Quoi qu'il en soit, examinons maintenant les effets de l'adhésion. Par elle, le patron et l'ouvrier entrent sous le régime de la loi du 9 avril 1898 ; ils y entrent volontairement et librement. Par suite peuvent-ils subordonner

cette acceptation du régime à certaines conditions, convenir par exemple entre eux que les indemnités allouées par la loi seront modifiées, ou que le patron ne sera pas tenu de l'indemnité temporaire, ou que le salaire de base sera calculé sur d'autres bases que celles établies par la loi, etc. Au premier abord on est tenté de permettre pareilles dérogations à la loi de 1898 en vertu d'un raisonnement bien simple : du moment qu'il est permis au patron et à l'employé d'accepter ou non ce régime par une déclaration de volonté, on ne voit pas pourquoi ils ne pourraient pas modifier ce régime qu'ils sont libres de prendre ou de laisser : qui peut le plus peut le moins. Dans ce système la loi du 18 juillet 1907 aurait un effet très important : elle aurait apporté une dérogation très grave au principe d'ordre public attaché à la loi du 9 avril 1898 par la doctrine et la jurisprudence (1) par interprétation des termes de son article 30, et en vertu duquel les parties ne peuvent apporter aucune dérogation à la loi du 9 avril 1898.

Mais cette opinion doit être repoussée. Certes c'est par un accord des volontés, librement consenti, que les parties, employeur et employé, entrent dans le régime de la loi du 9 avril 1898 ; elles peuvent également, nous le verrons tout à l'heure, abandonner ce régime librement ; mais là s'arrête l'autonomie de leur volonté :

(1) Cass., 6 janv. 1904, S. 1906.1.89 et la note de M. Wahl ; Douai, 12 décembre 1906, S. 1907.2.71 ; Cass., 30 mai 1906, S. 1907.1.385 et la note de M. Lyon-Caen.

elles doivent accepter en bloc le régime de la loi de 1898 ; elles ne peuvent rien y changer, ni le modifier en rien, quand elles y sont entrées ; la notion d'ordre public reparait alors plus impérative que jamais. Cette solution n'a d'ailleurs rien de contradictoire : les parties peuvent librement choisir un régime auquel elles ne pourront rien charger, quand elles s'y seront soumises.

Comme le dit M. Lyon-Caen (1) « La matière de la responsabilité des accidents conserve son caractère de matière d'ordre public, alors même que les principes de la loi du 9 octobre 1898 ne sont applicables qu'à raison de ce que les intéressés s'y sont volontairement soumis.

« Du jour où, en observant les formes déterminées par la loi du 18 juillet 1907, la législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable, elle l'est dans toutes ses parties, sans exception. Dans cette législation est comprise la règle de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898, qui prononce la nullité de toute convention contraire à cette loi.

« Il est vrai que l'employeur peut, changeant d'avis, faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail. Mais la déclaration de volonté qu'il fait à cet égard, n'a d'effet que pour l'avenir, et laisse les salariés qui ont été engagés par lui avant

(1) Lyon Caen, note au Sirey, 1907.1.385, sous Cass., 30 mai 1906.

cette déclaration, sous l'empire de la législation spéciale à laquelle ceux-ci s'étaient soumis d'accord avec l'employeur.

« Que conclure de là ? On peut en tirer notamment la déduction suivante :

« Dès l'instant où, en vertu de la loi du 18 juillet 1907, un employeur s'est soumis à la législation spéciale concernant les responsabilités des accidents du travail, avec adhésion régulière de ses ouvriers, employés ou domestiques aucune convention dérogatoire à cette législation n'est admise. »

La loi du 9 avril 1898 s'applique donc intégralement aux deux parties, dans toutes ses dispositions, favorables ou défavorables, à l'une ou à l'autre, sans qu'elles y puissent changer quoi que ce soit. En voici une conséquence curieuse, que le législateur de 1906 n'a peut-être point aperçue.

Parmi les organes d'assurances que la loi de 1898 a admis à pratiquer l'assurance des responsabilités des accidents du travail se trouvent les syndicats de garantie créés par l'article 27 de ladite loi et réglementés dans leur fonctionnement par le règlement d'administration publique du 28 février 1899. Le fonctionnement des syndicats de garantie a été renouvelé entièrement par la loi du 12 avril 1906 et les décrets du 27 décembre 1906 qui ont rendu leur constitution plus facile, qui ont *démocratisé* le syndicat de garantie.

La question qui se pose alors est celle-ci : les syndi-

cats de garantie ne peuvent faire qu'un seul genre d'opérations : assurer les responsabilités contre les accidents du travail et à ce titre ils ne peuvent recevoir parmi leurs adhérents que des personnes assujetties à la loi du 9 avril 1898.

Peuvent-ils recevoir aussi des employeurs non assujettis, mais qui ont fait la déclaration d'adhésion facultative de la loi nouvelle ? Rien ni dans l'esprit ni dans des textes sur la matière ne nous paraît s'opposer à cette solution.

Du moment qu'un patron a fait une adhésion à la législation des accidents du travail, il devient un assujetti : il a donc qualité pour adhérer à un syndicat de garantie. Bien entendu il ne pourra entrer dans un syndicat que si ses employés ont eux aussi adhéré à cette législation, car ce sera à ce moment seulement qu'il pourra être considéré comme assujetti. Cette solution qui théoriquement ne paraît pas douteuse est de nature en pratique à favoriser des abus, à cause de la facilité avec laquelle un employeur peut cesser d'adhérer à la législation des accidents du travail.

Constatons en terminant que les seuls accidents couverts par la loi du 9 avril 1898 ne peuvent être que les accidents survenus postérieurement à l'adhésion et pendant toute la durée du contrat de travail passé avec son patron.

Un accident survenu le jour de l'adhésion peut donner droit aux indemnités légales, mais à condition de

démontrer que l'adhésion avait été donnée entièrement.

Quelle sera la situation des ouvriers après une grève ? Devront-ils, lorsque celle-ci sera terminée, faire une nouvelle déclaration d'adhésion, s'ils veulent de nouveau bénéficier du régime du risque professionnel ? La réponse affirmative nous paraît incontestable en l'état actuel de la jurisprudence. La grève, en effet, aux yeux de la Cour de cassation (1), a pour résultat de mettre fin au contrat de travail. C'est là une solution qui a été vivement critiquée, qui prête en effet à critique, mais dans laquelle la Cour de cassation a néanmoins persisté (2) ! Tant donc qu'elle n'aura pas abandonné cette jurisprudence, notre solution restera exacte.

SECTION III. — De quelle façon on sort du régime nouveau. Effets.

§ 1. — Cessation d'assujettissement de l'employeur.

Si un patron auquel la loi de 1898 n'est pas applicable a la faculté d'y adhérer, il peut aussi, après expérience faite, avoir le droit de faire cesser son assujettissement. C'est ce principe que le législateur a consacré dans l'article 3.

Cette cessation s'effectue par une déclaration de forme analogue à celle de l'adhésion. La déclaration en est

(1) Cass., 18 mars 1902, S. 1903.1.465.

(2) Cass., 4 mai 1904, S. 1906.1.477.

faite devant le maire, conformément à la formule du modèle III du décret du 30 juillet 1907 (V. annexes). Il est donné immédiatement au patron déclarant récépissé de sa déclaration conforme au modèle IV du même décret (V. annexes). Enfin la transcription de la déclaration est faite sur le carnet du patron, conformément à la deuxième formule du modèle V (V. annexes).

Cette transcription sur le carnet n'a été exigée qu'après une observation très juste de M. Georges Lechevalier à la séance du Sénat du 11 juin 1907. A l'origine l'article 3 portait simplement :

ART. 3. — « L'employeur peut pour l'avenir faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail par une déclaration spéciale à la mairie.

« Cette déclaration dont il lui est immédiatement donné récépissé est transcrite sur le registre visé à l'article 1^{er}, à la suite de la déclaration primitive.

« La cessation d'assujettissement n'a point effet vis-à-vis des ouvriers, employés ou domestiques, qui ont accepté dans les formes prévues à l'article précédent d'être soumis à la législation sur les accidents du travail. »

M. Lechevalier fit observer qu'ainsi conçu, l'article 3 n'avait pas d'utilité ; en effet cet article dit que l'employeur qui veut ne plus rester assujéti à la nouvelle loi et qui veut rentrer dans le droit commun peut faire une déclaration, mais cette déclaration n'a pas d'effet

bien entendu pour ceux qui sont déjà entrés à son service et qui ont donné leur signature sur le carnet.

Quant aux nouveaux employés, la déclaration est superflue, puisque leur adhésion est nécessaire pour que le nouveau régime leur soit applicable. Evidemment ce qui abonde ne vicie pas ; mais voici ce qui était à craindre : un patron de mauvaise foi va déclarer à la mairie qu'il cesse d'être assujetti à la loi nouvelle, mais garde son carnet. Un mois après, il prend à son service un nouvel employé qui lui dit : « Monsieur, je désirerais bien être soumis au régime de la loi de 1898. » Le patron a le carnet entre les mains ; il fait signer l'employé qui se croit dès lors le droit de bénéficier de cette loi. Deux mois après arrive un accident.

L'employé intente son action en invoquant la signature par lui donnée sur le carnet, et en sommant l'employeur de le produire. A quoi le patron pourra répondre : « Le carnet, je ne l'ai pas conservé, je ne l'ai jamais présenté à votre signature, et avant que vous n'entriez à mon service, j'avais d'ailleurs déclaré à la mairie ma volonté de ne plus rester assujetti à la nouvelle loi. » De cette façon l'ouvrier se trouve désarmé ; le patron de mauvaise foi qui s'apercevait que la loi de 1898 le rendait responsable, tandis qu'il ne l'était pas sous l'empire de l'article 1382, disait : « J'ai fait ma déclaration à la mairie pour me dégager de ma soumission antérieure. Quant au carnet je ne l'ai pas conservé. » Il pouvait ainsi faire débouter purement et simplement l'employé de sa demande.

Pour parer à ces inconvénients, M. Lechevalier demanda qu'on ajoutât à l'article 3 un paragraphe additionnel ainsi conçu : « Dans le cas prévu au paragraphe premier, le carnet doit être remis par l'employeur à la mairie qui le gardera consigné pour servir de preuve aux employés engagés antérieurement. » De cette façon ceux-ci resteraient garantis, et l'employé engagé postérieurement ne pourrait pas être trompé par la conservation du carnet entre les mains du patron.

M. Viviani, dans sa réponse à M. Lechevalier, reconnut l'intérêt qui se dégageait de l'observation présentée par l'honorable sénateur. Et tout en faisant remarquer qu'un patron qui se rendrait coupable du dol imaginé par M. Lechevalier, encourrait devant la juridiction civile de lourdes responsabilités, le Ministre du Travail estima qu'on ne saurait trop étendre à des employés et des ouvriers la protection de la loi, et en conséquence il propose d'ajouter à l'article 3 ces mots : « Ainsi que sur le carnet. »

De cette façon le carnet devient un titre sur le vu duquel l'employé, qui a l'intention d'adhérer, peut se rendre compte vraiment à coup sûr, si son patron est ou non assujetti volontairement à la loi de 1898 ; un patron malhonnête ne peut plus, à l'aide de ce carnet, faire faussement croire à ses ouvriers, qu'il est encore volontairement assujetti.

§ 2.— Cessation de l'assujettissement de l'employé.

De même que les ouvriers, employés et domestiques au service de patrons ou maîtres, assujettis volontairement à la loi de 1898 ne sont bénéficiaires de ladite loi qu'à la condition d'y avoir eux-mêmes adhéré expressément, de même ils ont toujours le droit de retirer leur adhésion et de se replacer ainsi sous l'empire du droit commun.

C'est un principe de droit incontestable que la loi n'avait plus besoin de consacrer expressément et qui a d'ailleurs été formellement reconnu dans les débats parlementaires (1). Mais comme l'adhésion de l'ouvrier constituait au regard du patron un contrat, ce contrat ne peut prendre fin qu'à la condition que le retrait d'adhésion ait été porté à la connaissance de la partie contractante, c'est-à-dire du patron. La loi de 1907, ni le décret réglementaire du 30 juillet n'ont indiqué de formules pour ce cas tout à fait exceptionnel.

D'après les principes de droit commun, le retrait d'adhésion doit être régulièrement signifié au patron, et il n'a d'effet qu'à partir du jour de la signification. Il pourrait résulter également d'une convention passée entre l'employeur et l'employé. La preuve de cette

(1) Discours du Ministre du Travail en réponse à une question de M. Beauregard, séance de la Chambre du 2 juillet 1907. *J. off.*, p. 1035.

convention résulterait d'un écrit fait en double et signé par les deux parties (art. 1325, C. civ.). Le retrait de l'adhésion de l'ouvrier peut aussi intervenir valablement pendant la durée de l'assujettissement volontaire du patron. Ce retrait d'adhésion modifiant les conditions du contrat de louage, le patron peut y trouver un motif de congédiement.

SECTION IV. — De la contribution au fonds de garantie.

Le fonds de garantie est un fonds créé par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 en vue de parer à l'insolvabilité soit du chef d'entreprise, soit de l'assureur, et par suite de mettre autant que possible à l'abri de toute défaillance particulière la créance d'indemnité de l'ouvrier. C'est une idée ingénieuse que certains auteurs ont voulu reprendre récemment, en ce qui concerne l'organisation de la responsabilité des propriétaires et conducteurs d'automobiles, mais qui cependant n'a pas donné en matière d'accidents du travail, tous les résultats utiles qu'on pouvait en espérer, par suite d'une jurisprudence que l'on peut considérer comme fâcheuse de la Cour de cassation, qui a restreint le recours de l'ouvrier au fonds de garantie aux seuls cas d'incapacité permanente ou de mort, à l'exclusion des indemnités temporaires (1).

(1) Cass., 1^{er} avril 1905, *Rec. min. trav., jurispr.*, t. VI, p. 175.

Quoi qu'il en soit, aux termes de l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 : « A défaut soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurance à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter au moment de leur exigibilité des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moyen d'un fonds spécial de garantie, constitué comme il va être dit, et dont la gestion sera confiée à ladite Caisse. »

Actuellement, et depuis les lois de 1906 et 1907, le fonds de garantie est alimenté de quatre façons différentes :

1° Par une taxe de 4 centimes additionnels au principal de la contribution des patentes des chefs d'industrie, et des autres exploitations spécialement visées par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, les mines exceptées (art. 25 de la loi de 1898).

2° Par une taxe de un centime et demi additionnel au principal de la contribution des patentes des commerçants (art. 25 de la loi du 12 avril 1906).

3° Par une taxe de cinq centimes par hectare concédé sur les mines (art. 4 de la loi de 1898).

4° Enfin pour les exploitations non patentées qui sont assujetties aux lois de 1898, 1899, 1906 et 1907, par une contribution proportionnelle aux primes d'assuran-

ces, quand elles sont assurées, ou au moment de rentes mises à leur charge, quand elles ne sont pas assurées (art. 5 de la loi du 12 avril 1906 modifié par la loi du 26 mars 1908).

A la tribune du Sénat, dans la séance du 24 mai 1907, M. Guillier avait formulé certaines observations intéressantes à propos du fonds de garantie ; il avait dit notamment :

« Supposons un employeur assujetti à la législation des accidents du travail en ce qui concerne les salariés de son industrie, de son commerce ; il contribue à l'alimentation du fonds de garantie dans les conditions prévues par la loi. Si cet employeur fait une déclaration d'assujettissement à la loi de 1898 pour des salariés qui sont occupés à son service personnel par exemple, sa contribution au fonds de garantie changera-t-elle ? »

Dans la séance sénatoriale du 11 juin 1907, le rapporteur, M. Poirrier, avait répondu que les choses resteraient en l'état ; car l'employeur en question contribue au fonds de garantie, comme chef d'établissement, comme industriel, comme commerçant ; il y contribue en raison de la patente qu'il paye, et non pas en raison du nombre de ses salariés. Que ce nombre augmente ou diminue, peu importe, l'imposition au fonds de garantie ne variera pas.

C'est ce que le législateur a entendu dire dans l'article 4 en dispensant d'un supplément de taxe l'employeur « qui est *par ailleurs* obligatoirement assujetti à la législation sur les accidents du travail ».

Cet employeur devra contribuer au fonds de garantie dans les conditions spécifiées par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifiée par la loi du 26 mars 1908. Cet article est ainsi conçu :

« Les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et 30 juin 1899 qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes contribueront au fonds de garantie dans les conditions ci-après.

« Il sera perçu annuellement sur chaque contrat d'assurance une contribution dont le montant sera fixé tous les cinq ans par la loi de finances en proportion des primes et sera recouvré, en même temps que les primes, par les sociétés d'assurances, les syndicats de garantie, ou la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, qui en opéreront les versements au fonds de garantie.

« En ce qui concerne les exploitants non assurés, il sera perçu une contribution dont le taux sera fixé dans les mêmes formes, en proportion du capital constitutif des rentes mises à leur charge. Cette contribution sera liquidée lors de l'enregistrement des ordonnances, jugements et arrêts allouant lesdites rentes et recouvrée comme en matière d'assistance judiciaire, pour le compte du fonds de garantie, par l'administration de l'enregistrement.

« Le capital constitutif de la rente sera déterminé, pour la perception de la contribution, d'après un barème et dans les conditions qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

« Les ordonnances, jugements et arrêts allouant des rentes, en exécution de la loi du 9 avril 1898, devront indiquer si le chef d'entreprise est, ou non, assuré et patenté. »

« Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront effectués les versements des sociétés d'assurances, des syndicats de garantie ou de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et les mouvements de l'administration de l'Enregistrement, ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

« Toute contravention aux prescriptions de ce règlement sera punie d'une amende de cent à mille francs. »

Ainsi pour résumer, lorsque l'adhérent se trouve être le chef d'une exploitation visée par l'article 1^{er} de la loi de 1898, ou un commerçant ou un exploitant de mines, son acte d'adhésion n'entraîne pour lui aucune taxe nouvelle ni aucune augmentation du montant de la taxe à laquelle il est déjà soumis ; si au contraire l'adhérent ne se trouve pas dans l'une de ces trois catégories, il se trouve soumis à une contribution proportionnelle à sa prime d'assurance, ou s'il n'est pas assuré, au montant des rentes mises à sa charge. S'il était déjà dans cette quatrième catégorie en vertu de la loi du 12 avril 1906 (exploitant non patenté assujetti à la loi de 1898 ou à celle de 1899), sa contribution nouvelle sera un peu plus élevée ; car l'accroissement du nombre de ses ou-

vriers garantis aura sa répercussion naturelle sur le montant de sa prime d'assurance, ou s'il n'est pas assuré, sur les rentes qui seront mises ultérieurement à sa charge.

Plus spécialement en ce qui concerne les assujettis facultatifs non soumis à la patente et régis par suite par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 que nous avons cité, leur situation, en pratique assez compliquée, se trouve être la suivante.

Le montant de la contribution perçue annuellement sur chaque contrat d'assurance a été fixé pour une période de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 1907 par l'article 2 de la loi de finances du 30 janvier 1907 à 2 0/0 du montant des primes dues par l'assuré, à moins qu'il ne soit exclusivement assuré que contre le risque d'incapacité temporaire. Pour la même période la contribution prévue pour les exploitants non assurés et qui est perçue, lors de la liquidation des rentes mises à leur charge, est fixée à 4 0/0 des capitaux constitutifs des rentes mises à la charge des exploitants assurés.

Un décret du 18 février 1907 a déterminé les conditions dans lesquelles sont effectués les versements de sociétés d'assurances, des syndicats de garantie ou de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et les recouvrements de l'administration de l'Enregistrement, et puis toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'article 5 de la loi du 12 avril 1907.

Enfin un décret du 9 mars 1907 a déterminé les conditions spéciales dans lesquelles les versements prévus par le décret précédent sont effectués au compte du fonds de garantie par la Caisse nationale d'assurances en cas de décès.

CONCLUSION

RÉSULTATS PRATIQUES DE LA LOI DU 18 JUILLET 1907 ET CONCLUSION.

La loi du 18 juillet 1907 est encore trop récente pour qu'on puisse se prononcer en connaissance de cause sur les résultats pratiques qu'elle a engendrés.

Combien d'employeurs ont recouru au mode d'assujettissement à la législation des accidents du travail ainsi mis à leur disposition ? Aucune statistique officielle n'a été dressée et il est donc prématuré de porter un jugement.

Nous croyons savoir que certains syndicats de bûcherons et d'ouvriers travaillant dans les forêts ont demandé à leurs patrons de souscrire pareille adhésion, mais ce sont là des faits isolés et nous n'avons pas de renseignements d'ensemble. L'impression qui paraît toutefois se dégager est que la loi du 18 juillet 1907 n'est pas encore très connue et qu'elle n'a pas produit encore les effets qu'on était en droit d'en attendre. Les Compagnies d'assurances contre les accidents ne semblent pas non plus bien ardentes à recruter de nouveaux adhérents par ce moyen. En réalité nous avouons qu'il nous paraît peu efficace. Il a contre lui trois obstacles :

Il est d'abord facultatif ; il comporte ensuite un dérangement ; il effraye enfin tous ceux, et ils sont nombreux, qui ne se rendent pas compte de la portée exacte de la situation qu'on leur demande, et qui par suite dans le doute préfèrent s'abstenir. Pour que le système fonctionne vraiment, il faut que l'assujettissement soit obligatoire ; on n'use que très rarement des facultés que vous offre la loi, même lorsque ces facultés doivent vous procurer des avantages. Or précisément ici les avantages n'apparaissent pas, tout au contraire. L'employeur qui ira consulter son avocat recevra sans nul doute de celui-ci le conseil de s'abstenir : l'adhésion à la loi de 1898 l'oblige presque nécessairement à une assurance dont l'utilité se fait moins sentir sous l'empire de l'article 1382 du Code civil avec la nécessité de preuve mise à la charge du salarié, et aussi la nécessité de demander le bénéfice de l'assistance judiciaire pour plaider.

La réforme ne sera donc définitive que quand elle sera obligatoire ; aux yeux de beaucoup, d'ailleurs, la loi du 18 juillet 1907 n'est qu'une étape. Mais la substitution pure et simple du régime de la loi du 9 avril 1898 à celui de l'article 1382 du Code civil, car c'est à cela qu'aboutiraient dernière analyse le principe de l'assujettissement obligatoire, est bien gros de conséquences et rencontrerait en pratique bien des difficultés.

Nous les avons déjà montrées quand nous avons étudié cette extension aux militaires, aux établissements pénitentiaires. Nous nous arrêterons sur ces difficultés

pratiques, car nous ne voulons pas reprendre les objections théoriques que l'on peut élever contre la théorie du risque : elles nous entraîneraient trop loin sur un terrain que nous nous sommes borné à montrer dans la première partie de cette étude.

ANNEXES

Loi du 18 juillet 1907.

ART. 1^{er}. — Tout employeur non assujetti à la législation concernant les responsabilités des accidents du travail peut se placer sous le régime de ladite législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Il dépose à cet effet à la mairie du siège de son exploitation, ou, s'il n'y a pas d'exploitation, à la mairie de sa résidence personnelle, une déclaration dont il lui est remis gratuitement récépissé et qui est immédiatement transcrite sur un registre spécial tenu à la disposition des intéressés. Il doit présenter en même temps un carnet destiné à recevoir l'adhésion de ses salariés, sur lequel le maire appose son visa, en faisant mention de la déclaration et de sa date.

Les formes de la déclaration et du carnet sont déterminées par décret. Le carnet doit être conservé par l'employeur pour être le cas échéant représenté en justice.

ART. 2. — La législation sur les accidents du travail devient alors de plein droit applicable à tous ceux de ses ouvriers, employés ou domestiques qui auront donné leur adhésion signée et datée en toutes lettres par eux, au carnet prévu par l'article précédent.

Si l'ouvrier, employé ou domestique ne sait ou ne peut signer, son adhésion est reçue par le maire qui la mentionne sur le carnet. Il en est de même pour l'adhésion des mineurs et des femmes mariées, sans qu'ils aient besoin, à cet effet, de l'autorisation du père, tuteur ou mari.

ART. 3. — L'employeur peut, pour l'avenir, faire cesser son assujettissement à la législation sur les accidents du travail par une déclaration spéciale à la mairie. Cette déclaration dont il lui est immédiatement donné récépissé, est transcrite sur le registre visé à l'article 1^{er} à la suite de la déclaration primitive, ainsi que sur le carnet.

La cessation d'assujettissement n'a point effet vis-à-vis des ouvriers, employés ou domestiques qui ont accepté, dans les formes prévues à l'article précédent, d'être soumis à la législation sur les accidents du travail.

ART. 4. — Si l'employeur n'est point par ailleurs obligatoirement assujetti à la législation sur les accidents du travail, il contribue au fonds de garantie dans les conditions spécifiées par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906.

DÉCRET DU 30 JUILLET 1907

MODÈLE I

Déclaration d'adhésion à la législation sur les accidents du travail.

(1) Nom, prénoms, profession et adresse de l'employeur.

(2) Date en toutes lettres.

(3) Date en toutes lettres.

Le soussigné (1).
déclare à M. le maire de la commune de .
canton de.
arrondissement de.
département de.
conformément à l'article 1^{er} de la loi
du 18 juillet 1907 qu'il adhère à la législation sur les accidents du travail pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques par le fait du travail ou à l'occasion du travail à partir du (2)

A . . . , le (3) . . . 19 . . .

(Signature.)

MODÈLE II

DÉPARTEMENT
d.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRONDISSEMENT
d.

Mairie de.

CANTON
d.

Récépissé de déclaration d'adhésion à la
législation sur les accidents du travail
(Art. 1 de la loi du 18 juillet 1907).

(1) Nom, pré-
noms.

(2) Nom, pré-
noms, profession et
adresse du décla-
rant.

(3) Date en toutes
lettres.

Nous, soussigné (1)
maire de la commune de
donnons récépissé à M. (2)
de sa déclaration d'adhésion à la législa-
tion sur les accidents du travail qu'il a
déposée ce jour à la mairie.

Fait à . . . , le (3) . . . 19.

(Signature.)

MODÈLE III

**Déclaration de cessation d'adhésion à la législation sur
les accidents du travail.**

(1) Noms, pré-
noms, profession et
adresse de l'em-
ployeur.

(2) Date en toutes
lettres.

Le soussigné (1).
déclare à M. le maire de la commune de .
canton de
arrondissement de
département de
qu'à partir du (2).
il cesse par la présente déclaration d'adhé-
rer à la législation sur les accidents du
travail, dans les termes de l'article 3 de
la loi du 18 juillet 1907 et qu'il annule par
suite, pour l'avenir, la déclaration d'adhé-
sion à ladite législation qu'il avait faite
le.

A . . . , le . . . 19 . . .

(Signature.)

MODÈLE IV

DÉPARTEMENT

d.

ARRONDISSEMENT

d.

CANTON

d.

(1) Nom, prénoms.

(2) Nom, prénoms,
profession, adresse
du déclarant.(3) Date en toutes
lettres.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Mairie de.

Récépissé de cessation d'adhésion à la légis-
lation sur les accidents du travail (Art. 3
de la loi du 18 juillet 1907).Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
donnons récépissé à M. (2).
de sa déclaration de cessation d'adhésion
à la législation sur les accidents du tra-
vail qu'il a déposée ce jour à la mairie.

Fait à . . . , le (3) . . . 19.

(Signature.)

MODÈLE

(1) Nom, prénoms,
profession, adresse
de l'employeur.

Carnet d'adhésions à la législation sur
les accidents du travail en ce qui concerne
les salariés employés par M. (1).

.
(Le présent carnet doit être conservé
par l'employeur pour être le cas échéant
représenté en justice.)

EXTRAITS DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898.

(Reproduire ici la liste des articles 2, 3, 4, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celles des 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906).

Texte de la loi du 18 juillet 1907.

(Reproduire ici la liste de la loi.)

Mention de la déclaration d'adhésion.

(1) Nom et prénoms.

(2) Nom, prénoms, profession, adresse du déclarant.

(3) Date en toutes lettres.

(4) Date en toutes lettres.

(5) Date en toutes lettres.

Nous, soussigné (1)
maire de la commune d
canton d
arrondissement d
département d
certifions au présent carnet d'adhésions
que M. (2)
a déclaré le (3)
adhérer à la législation sur les accidents
du travail à partir du (4)

Fait à . . . , le (5) . . . 19..

(Signature.)

**Mention de la déclaration de cessation
d'adhésion.**

(1) Nom et prénoms.

(2) Nom, prénoms, profession et adresse du déclarant.

(3) Date en toutes lettres.

(4) Date en toutes lettres.

Nous, soussigné (1).
 maire de la commune d.
 canton d.
 arrondissement d.
 département d.
 certifie au présent carnet d'adhésions
 que M. (2)

 a déclaré le (3).
 cesser d'adhérer à la législation sur les
 accidents du travail.

Fait à . . . , le (4) . . . 19..

(Signature.)

ADHÉSIONS

Adhésion n° 1 (1).

(1) Ces formules d'adhésion peuvent être en nombre illimité.

(2) Date en toutes lettres.

Le soussigné (nom)
Prénoms
Né à le
de nationalité
Profession
demeurant à (lieu) . . . département de ...
rue . . . n° . . .

Vu la déclaration ci-dessus relatée faite par M.
le
à la mairie de
par laquelle il adhère, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1907, à la législation des accidents du travail, déclare adhérer également à ladite législation, conformément à l'article 2 de ladite loi.

A . . . , le (2) . . . 19 . . .

(Signature.)

(1) Nom et prénoms.

(2) Etre femme mariée ou être mineur, ou ne savoir ou ne pouvoir signer.

(3) Date en toutes lettres.

Dans le cas où l'adhérent ne sait ou ne peut signer, ou bien s'il s'agit d'un mineur ou d'une femme mariée, le maire doit remplir et signer la formule complémentaire suivante.

Nous soussigné (1)
maire de la commune de
canton de
arrondissement de
département de
certifions avoir reçu l'adhésion ci-dessus de M.
qui nous a déclaré expressément (2) . . .

de laquelle déclaration nous lui avons donné acte pour la présente.

Fait à . . . , le (3) . . . 19 . . .

(Signature).

**Circulaire du Ministre du Travail et de la
Prévoyance sociale.**

A Monsieur le Préfet,

2 août 1907.

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la loi du 18 juillet 1907, publiée au *Journal officiel* du 21 juillet, ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation sur les accidents du travail.

En dépit de sa récente extension aux exploitations commerciales, la législation sur les responsabilités forfaitaires des accidents du travail est encore loin d'englober l'universalité des salariés.

Au nombre de ceux qui n'en peuvent encore bénéficier figurent notamment les ouvriers agricoles, à l'exception de ceux qui, occupés à la conduite ou au service de machines mues par des moteurs inanimés, peuvent invoquer les dispositions de la loi du 30 juin 1899 ; les employés de certaines professions libérales ; les employés des administrations publiques chargés de travaux qui ne présentent aucun caractère industriel ou commercial ; les serviteurs et domestiques attachés à la personne.

Sans doute, l'assujettissement de la plupart de ces professions à la responsabilité forfaitaire ne tardera pas vraisemblablement à être réalisé par le législateur, particulièrement en ce qui concerne l'agriculture. Mais, d'ores et déjà, la loi du 18 juillet 1907 aura pour heureux résultat de préparer et de faciliter ces extensions nouvelles, en permettant aux employeurs et aux employés d'apprécier les bienfaits et les avantages du régime forfaitaire d'indemnisation des accidents du travail.

Aussi je vous prie de donner à ce texte nouveau la plus grande publicité possible, afin de mettre tous les intéressés à même de connaître la législation qui pourra désormais les régir, sur une simple manifestation de volonté concordante de

leur part, dans les conditions prévues par le décret du 30 juillet 1907, publié au *Journal officiel* du 31 juillet 1907.

Vous ne sauriez trop insister auprès de MM. les maires pour qu'ils donnent également à ces textes toute la publicité désirable en leur faisant remarquer combien est rendue facile l'adhésion des salariés à cette législation nouvelle, en ce qui concerne notamment les femmes mariées, les mineurs et les illettrés.

Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente circulaire.

Vu :

Le Président,
H. TRUCHY.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Du fondement économique et so- cial de la loi du 18 juillet 1907.	5
CHAPITRE II. — Les analogies à la loi du 18 juillet 1907 tant dans la législation française que dans les législa- tions étrangères.	14
CHAPITRE III. — La jurisprudence relative à l'assujettis- sement volontaire avant la loi du 18 juillet 1907. . .	17
CHAPITRE IV. — Historique parlementaire de la loi du 18 juillet 1907	29
CHAPITRE V. — Etude de la loi du 18 juillet 1907. . .	48
SECTION I ^{re} . — <i>Portée d'application de la loi nouvelle</i>	48
SECTION II. — <i>De quelle façon on entre dans le régime nouveau.</i> <i>Effets</i>	65
§ 1. — Lieu et formes de l'adhésion pour l'employeur . .	65
§ 2. — Formes de l'adhésion pour l'employé	68
§ 3. — Effets de l'adhésion	71
SECTION III. — <i>De quelle façon on sort du régime nouveau.</i> <i>Effets.</i>	77
§ 1. — Cessation de l'assujettissement de l'employeur. .	77
§ 2. — Cessation de l'assujettissement de l'employé. . .	81
SECTION IV. — <i>De la contribution au fonds de garantie.</i> . . .	82
CONCLUSION. — Résultats pratiques de la loi du 18 juillet 1907 .	89
ANNEXES. — Loi du 18 juillet 1907. — Circulaire ministérielle du 2 août 1907	95

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
